

Niveau(s) d'enseignement: 8
Centre d'intérêt: 140

Numéro EDUQ : 8579115

Québec (Province). Comité de coordination des systèmes d'information universitaire.

Documents statutaires de l'année 1987-1988 du CCSI et de ses comités conjoints de gestion. -- Québec : Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires. [1988?].
v. 13 p. : 28 cm.

Titre de la couv.

ISBN 2-550-18794-6

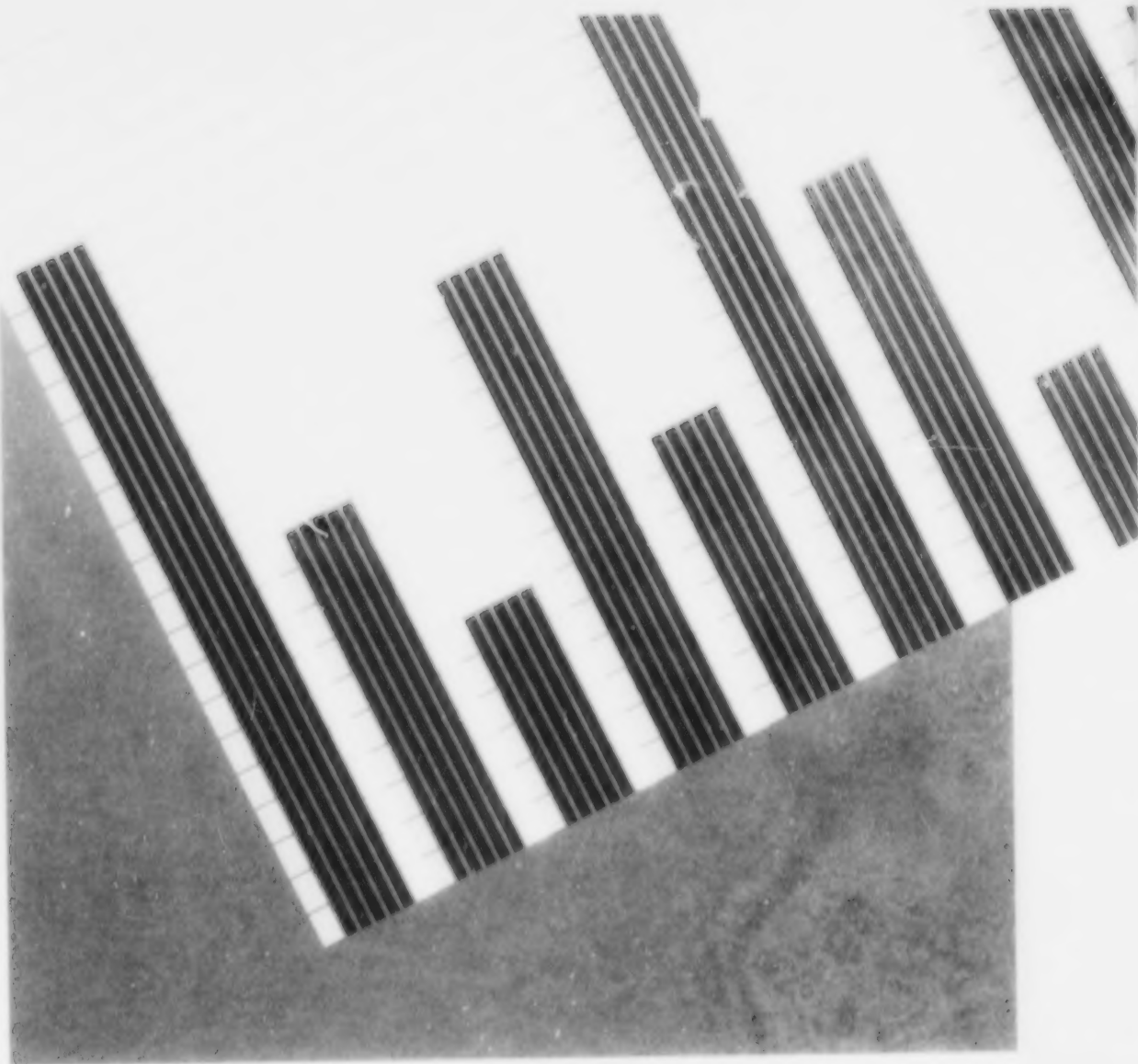
Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires

Descripteur(s): Gestion de l'enseignement + Planification + Systèmes d'information + Statuts + Universitaires (Ordre d'enseignement)

Identificateur(s) de nom: Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

Le document vise à faire connaître les travaux du Comité de coordination des systèmes d'information universitaire (CCSI) et de ses comités conjoints de gestion. Il contient: 1. le mandat et la liste des membres du CCSI et de ses comités conjoints; 2. la description des systèmes impliqués; 3. le rapport annuel des comités conjoints concernant la période du 1er avril 1986 au 31 mars 1987; 4. leurs plans de travail couvrant la période du 1er avril 1987 au 31 mars 1988; 5. leurs orientations triennales 1987-1990. Le document ne contient que les documents officiels approuvés par le comité de coordination, en excluant les comptes rendus des réunions des comités.

Type de document: r



DOCUMENTS STATUTAIRES
DE L'ANNÉE 1987-1988
DU CCSI
ET DE SES COMITÉS
CONJOINTS DE GESTION

Québec ☐☐

Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Science
Direction générale de l'enseignement
et de la recherche universitaires
Direction de la planification, des systèmes
et des affaires canadiennes
Service des systèmes de données
1033, rue De La Chevrotière, 20e étage
QUEBEC (Québec)
G1R 5K9
(418) 643-7923

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal: troisième trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISBN 2-550-18794-6

EDUQ
8970115

TABLE DES MATIÈRES

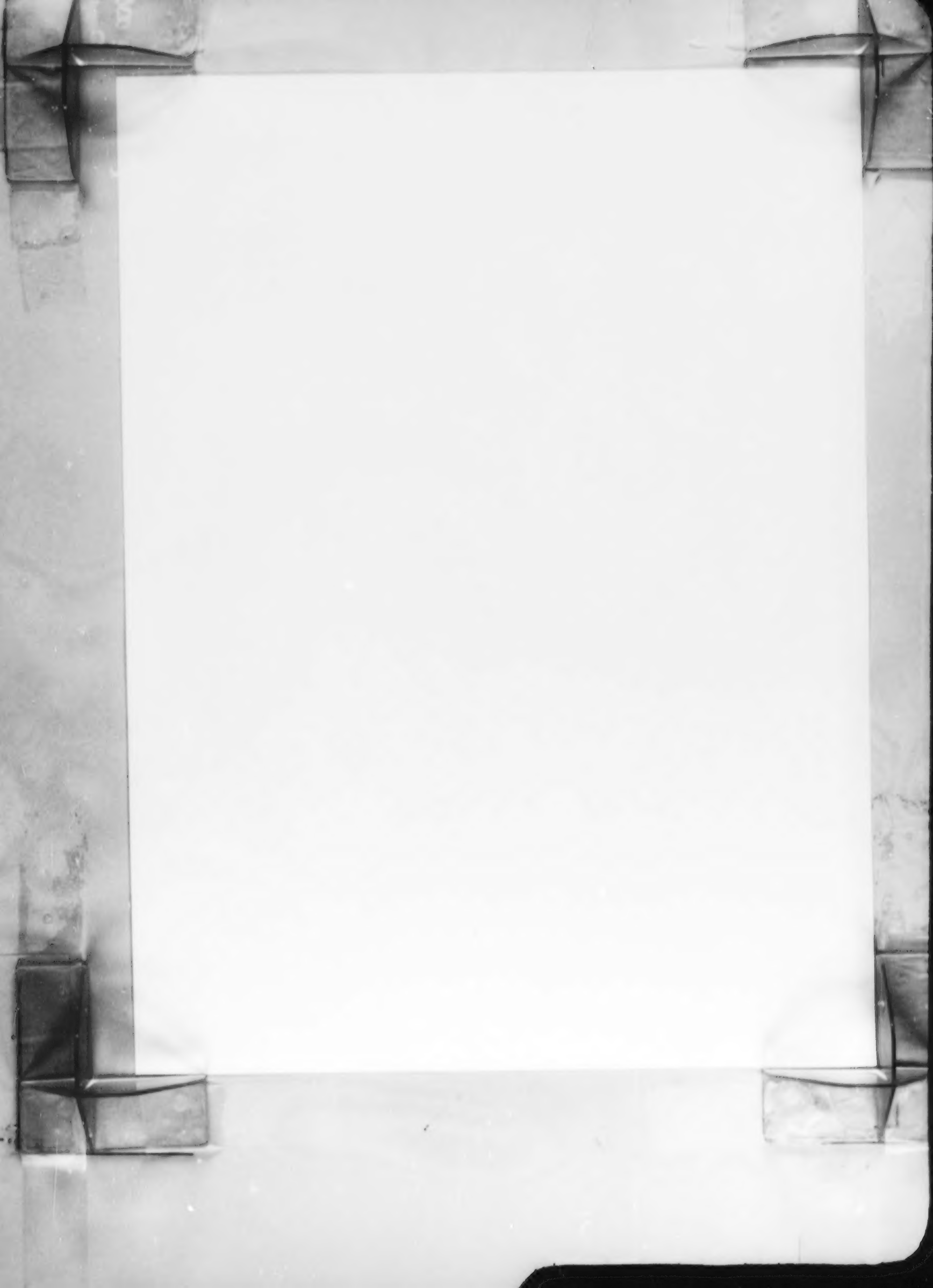


TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1 - PRÉSENTATION DU DOCUMENT	1
2 - COMITÉ DE COORDINATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION UNIVERSITAIRE .	5
2.1 Mandat du Comité ...	7
2.2 Liste des membres de 1986-1987	8
2.3 Date des réunions de 1986-1987	8
3 - RÔLE, COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES COMITÉS CONJOINTS DE GESTION	9
3.1 Rôle	11
3.2 Composition	11
3.3 Fonctionnement	11
4 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION DE RECU	13
4.1 Mandat du Comité	15
4.2 Description du système	15
4.3 Liste des membres de 1986-1987	16
4.4 Dates des réunions de 1986-1987	16
4.5 Rapport annuel 1986-1987	23
4.6 Plan de travail 1987-1988	24
4.7 Orientations triennales 1987-1990	24
5 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR LES DONNÉES RELATIVES À L'ADMISSION	25
5.1 Mandat du Comité	27
5.2 Description des systèmes	27
5.3 Liste des membres de 1986-1987	28
5.4 Dates des réunions de 1986-1987	28
5.5 Rapport annuel 1986-1987	30
5.6 Plan de travail 1987-1988	31
5.7 Orientations triennales 1987-1990	31



6	- COMITÉ CONJOINT DE GESTION DES SYSTEMES RELATIFS AUX PERSONNELS	33
6.1	Mandat du Comité	35
6.2	Description du système	35
6.3	Liste des membres de 1986-1987	36
6.4	Dates des réunions de 1986-1987	36
6.5	Rapport annuel 1986-1987	38
6.6	Plan de travail 1987-1988	40
6.7	Orientations triennales 1987-1990	40
7	- COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR LES DONNÉES FINANCIERES	41
7.1	Mandat du Comité	43
7.2	Description du système	43
7.3	Liste des membres de 1986-1987	44
7.4	Dates des réunions de 1986-1987	45
7.5	Rapport annuel 1986-1987	45
7.6	Plan de travail 1987-1988	46
7.7	Orientations triennales 1987-1990	47
8	- COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR LA RELANCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	49
8.1	Mandat du Comité	51
8.2	Description du système	52
8.3	Liste des membres de 1986-1987	52
8.4	Dates des réunions de 1986-1987	52
8.5	Rapport annuel 1986-1987	54
8.6	Plan de travail 1987-1988	55
8.7	Orientations triennales 1987-1990	55
9	- ANNEXES	57
9.1	Protocole d'entente relatif à la réalisation du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires	59
9.2	Protocole d'entente sur le transfert des bulletins cumulatifs uniformes (BCU)	99
9.3	Protocole d'entente sur le transfert de la caractérisation des masses salariales (CMS)	105
9.4	Liste des destinataires	109

1 - PRÉSENTATION DU DOCUMENT

1 - PRÉSENTATION DU DOCUMENT

Avec la signature, le 30 mars 1984, du protocole d'entente relatif à la réalisation du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, les universités par l'entremise de la CREPUQ ainsi que le Conseil des universités se sont dotés, pour la première fois, d'un cadre formel de gestion en matière de données portant sur les divers volets de la vie universitaire.

À partir de ce moment, les stratégies de développement des systèmes de données, la coordination et la gestion de ces grands ensembles d'information se sont fondées sur des mécanismes conjoints et sur un partage des responsabilités. Dans cette optique, la gestion courante des différents systèmes d'information, soit les fonctions de collecte, de validation et de diffusion des données ainsi que de révision et de mise à jour de chaque système, sera assumée soit par le Ministère, soit par la CREPUQ.

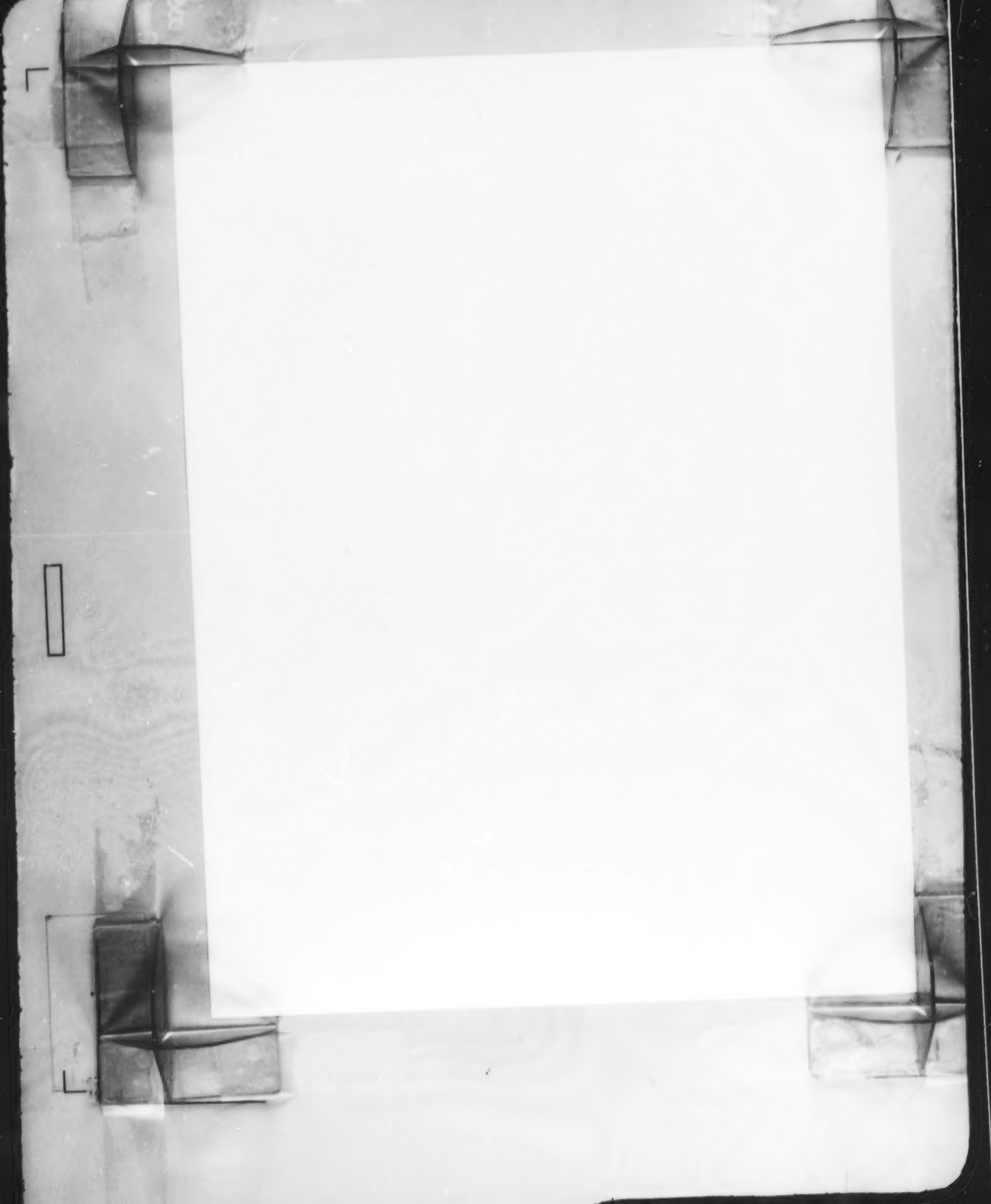
Le développement des données portant sur les clientèles, sur les activités et sur les ressources des établissements universitaires est considéré comme une priorité instrumentale à la réalisation des actions d'évaluation et de coordination des établissements dans un cadre de concertation.

Les membres du comité de coordination des systèmes d'information universitaire (CCSI) ont convenu de l'importance de faire connaître les travaux de son comité et de ses comités conjoints de gestion à toutes les personnes intéressées de près ou de loin à ces questions.

Le présent document vise précisément à rencontrer cet objectif. Il relève:

- le mandat et la liste des membres du CCSI et des comités conjoints;
- la description des systèmes impliqués;
- le rapport annuel des comités conjoints concernant la période du 1er avril 1986 au 31 mars 1987;
- leurs plans de travail couvrant la période du 1er avril 1987 au 31 mars 1988;
- leurs orientations triennales 1987-1990.

Toutefois, il ne contient que les documents officiels approuvés par le comité de coordination, en excluant les comptes rendus des réunions des comités étant donné leur volume. Il est toujours possible d'obtenir ces documents en s'adressant aux secrétaires de chaque comité.



2 - COMITÉ DE COORDINATION DES SYSTÈMES
D'INFORMATION UNIVERSITAIRE

2 - COMITÉ DE COORDINATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION UNIVERSITAIRE

2.1 Mandat du Comité*

Le comité voit à:

- L'application, la modification et la mise à jour du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires. Il peut donner un avis sur l'opportunité d'apporter des modifications au protocole relatif à la mise en application du Schéma;
- la détermination des stratégies de développement et d'implantation des systèmes de données;
- la supervision des travaux des comités conjoints de gestion: réception et évaluation de leurs rapports prévisionnels, triennaux, annuels et d'étape, et des comptes rendus de leurs réunions; approbation de leur mandat, de leur plan de travail et de leur échéancier;
- l'expression d'avis et de recommandations sur les évaluations de coûts de gestion courante et de développement faites par le Ministère, la CREPUQ et, dans certains cas, les comités conjoints de gestion;
- l'étude de toute question portée à son attention et la transmission des recommandations exigées par les circonstances aux instances appropriées de décision;
- l'approbation des modifications majeures aux systèmes de données ainsi que des projets de développement de nouveaux systèmes de données.

Les modalités de fonctionnement du Comité de coordination seront établies d'un commun accord entre les membres du Comité.

* Extrait du protocole d'entente (cf. annexe 9.1)

2.2 Liste des membres de 1986-1987

Membres: M. Michel Robillard (président)*	MESS
----- M. Jean-Yves Desrosiers (secrétaire)*	MESS
M. Jacques Bec	MESS
M. Martin Desmeules	MESS
M. Richard Bêland	Université de Sherbrooke
M. André Dufour	Université Laval
M. Edward J. Stansbury*	Université McGill
Mme Madeleine Perron	Conseil des universités
M. Richard Pérusse	CREPUQ

* Au cours de l'année, ces personnes ont respectivement été remplacées par M. Léonce Beaupré (25 février 1987), Mme Kim Lien Do-Bélanger (25 février 1987) et M. Paul T. Davenport (18 juin 1986).

Invités: M. Jacques Bordeleau	CREPUQ
----- M. Guy Girard	CREPUQ

2.3 Dates des réunions de 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité a tenu trois réunions:

- 16 juin 1986;
- 22 octobre 1986;
- 25 février 1987.

3 -

RÔLE, COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT
DES COMITÉS CONJOINTS DE GESTION

3 - RÔLE, COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES COMITÉS CONJOINTS DE GESTION*

3.1 Rôle

La conception, le développement et la supervision de la gestion courante, soit les fonctions de cueillette, de validation et de diffusion des données ainsi que de révision et de mise à jour de chaque système, seront sous la responsabilité de différents comités conjoints de gestion. Ils auront aussi la responsabilité d'évaluer l'efficacité du fonctionnement de chaque système. Chacun aura enfin la responsabilité de proposer les meilleures approches au développement et au fonctionnement des systèmes de données dans le but d'atteindre au meilleur coût les objectifs assignés à chaque système. Les comités pourront fournir des évaluations de coûts mais il ne leur appartiendra pas d'assumer des responsabilités budgétaires.

3.2 Composition

La composition des comités conjoints de gestion sera généralement la suivante:

- . au plus trois (3) personnes désignées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
- . au plus trois (3) personnes désignées par la CREPUQ;
- . une (1) personne désignée par le Conseil des universités;
- . à ces personnes pourra s'ajouter toute autre personne requise pour les fins d'un comité conjoint de gestion;
- . le Comité de coordination pourra au besoin donner toute autre composition à un comité conjoint de gestion.

3.3 Fonctionnement

L'organisation responsable de la gestion courante d'un système de données (Ministère ou CREPUQ selon le cas) est d'office responsable d'assurer le bon fonctionnement du comité conjoint de gestion du système. Il lui revient de faire au Comité de coordination la recommandation relative à la nomination du président du comité conjoint de gestion du système de données dont elle est responsable. Elle voit à ce que les travaux de secrétariat et du comité conjoint de gestion (en particulier, la rédaction et la diffusion des comptes rendus de réunions, des documents de travail et des rapports) soient faits.

* Extrait du protocole d'entente (cf. annexe 9.1)

Le mandat, le plan de travail et les échéanciers de chaque comité conjoint devront être approuvés par le Comité de coordination.

Les comités conjoints feront régulièrement rapport au Comité de coordination sur l'état de leurs travaux.

Les modalités de fonctionnement des comités conjoints seront établies d'un commun accord entre leurs membres.

Le président d'un comité de gestion est nommé, sur proposition de l'organisation responsable du système de données concerné, par le Comité de coordination.

4 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION RECU

4 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION RECU

4.1 Mandat du Comité

Le Comité conjoint de gestion RECU a comme mandat:

- de concevoir, de développer et de superviser la gestion courante du système, soit les fonctions de collecte, de validation et de diffusion des données ainsi que de révision et de mise à jour du système;
- d'évaluer l'efficacité du fonctionnement du système;
- de proposer les meilleures approches au développement et au fonctionnement du système.

4.2 Description du système

4.2.1 Description générale du système

Le système RECU repose sur l'existence de trois groupes d'information identifiés dans trois modules:

- le module "étudiants" contient des renseignements socio-démographiques et académiques, ainsi que les clés permettant l'accès aux deux autres modules;
- le module "programmes" regroupe les renseignements qui caractérisent chacun des programmes (ou des composantes de programme: majeure, mineure, etc.) offerts par chacun des établissements universitaires;
- le module "activités" comprend les renseignements qui caractérisent chacune des activités offertes par chacun des établissements universitaires.

4.2.2 Objectifs généraux du système

Mettre à la disposition des partenaires de l'enseignement supérieur, soit le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et ses organismes consultatifs, les universités et les autres associations et organismes intéressés à l'enseignement supérieur, un ensemble minimal d'informations sur les clientèles du réseau universitaire, dans le but de faciliter la réalisation de leur mission respective.

4.3 Liste des membres de 1986-1987

<u>Membres:</u>	M. Jacques Bec (président)	MESS
	M. Gilles Leblanc	MESS
	M. Yvon Saint-Amour*	MESS
	M. Pierre Allard	Université Laval
	M. Jean-Paul Schuller*	Université McGill
	M. Fernand Sanfaçon	Université du Québec
	M. Paul Lewis	Conseil des universités

* MM. Yvon Saint-Amour et Jean-Paul Schuller ont respectivement été remplacés par Mme Kim Liën Do-Bélanger et M. Charles Giguère à partir de la réunion du 17 octobre 1986.

<u>Invité(e)s:</u>	Mme Hélène Hudon (secrétaire)	MESS
	M. Carol Thivierge	MESS
	Mme Lorraine Ouellet	CREPUQ
	M. Eric Croft	Conseil des universités

4.4 Dates des réunions de 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité de gestion RECU a tenu sept réunions:

- 4 avril 1986;
- 9 mai 1986;
- 4 juin 1986;
- 29 août 1986
- 17 octobre 1986;
- 12 décembre 1986;
- 20 février 1987.

4.5 Rapport annuel 1986-1987

En juin 1986, le Comité conjoint de gestion RECU traçait son plan de travail pour l'année 1986-1987. En regard des priorités qu'il s'était alors fixé, il est possible de produire le bilan de ses actions. La section 4.5.11 fournit des informations complémentaires.

4.5.1 Superviser et entériner les travaux du sous-comité CLARDER

Le rapport du sous-comité CLARDER a été déposé à la réunion du 20 février 1987. Il a été présenté, par la suite, au Comité de coordination des systèmes d'information universitaire (CCSI), à la réunion du 25 février.

Le rapport fait des recommandations quant à l'assignation des codes CLARDER aux programmes offerts par les universités. Il est entendu qu'il revient au CCSI d'entériner ces recommandations pour fins d'application dans le réseau. De son côté, le Comité RECU se penchera sur l'aspect technique de leur mise en application.

4.5.2 Poursuivre le développement du module "diplômés"

Le projet de développement du module "diplômés" était présent à l'ordre du jour de chaque réunion du Comité. À la réunion de décembre 1986, les représentants des universités ont fait part de leur position au Comité, après consultation dans le réseau, quant au contenu de ce module, tel que déposé par le Ministère en décembre 1985. En février 1987, le MESS a soumis un document intitulé "Réalisation du module diplômés". Ce dernier intègre les commentaires du réseau et propose de recueillir un ensemble minimal et essentiel d'information relativement aux diplômés. Il est entendu que le Ministère puisera à même les trois autres modules du système (étudiants, activités, programmes) les informations complémentaires relatives à la situation des diplômés. De plus, le document expose de façon détaillée les modalités et les échéanciers de transmission ainsi que les règles de validation/cohérence concernant les informations recueillies.

Le Comité a entériné la majorité des éléments, à quelques exceptions près, qui feront l'objet d'une décision, après consultation dans le réseau, à la rencontre de mai 1987.

Selon l'échéancier proposé par le MESS, le module devrait être implanté à l'été 1987 afin que les données concernant les diplômés octroyés pendant l'année civile 1986 soient transmises au Ministère en août 1987 et celles de l'année 1987, en mars 1988. Comme les universités éprouvent de la difficulté à respecter ces délais, le MESS propose que mars 1988 soit la date de transmission retenue pour les données de 1986 et de 1987 et ce, selon les modalités fixées dans le module.

4.5.3 Poursuivre la production et la validation du calcul des EETC

À chaque réunion, le Comité a été informé de l'évolution de ce dossier. En somme, le sous-ministre, monsieur Claude Benjamin, écrivait aux recteurs des universités québécoises le 17 octobre 1986, au sujet de la nouvelle méthodologie de dénombrement des EETC. À cet effet, il leur expédiait le document intitulé "Politique générale, Dénombrement des étudiants équivalent temps complet (EETC) à partir de RECU" (août 1986), ainsi que des

extrants concernant leur établissement. Il s'agissait plus précisément de listes informatiques des données de deuxième et troisième cycles. Elles ont servi de test pour le calcul des EETC de 1986-1987 sur le plan "dénombrement" et sur le plan "subvention de fonctionnement" (données de 1985 et de 1984). Les universités avaient déjà en main les résultats du calcul des EETC du premier cycle.

Les universités ont alors été invitées à transmettre leurs commentaires sur les données elles-mêmes et sur la méthodologie de calcul. Une décision ministérielle intégrant les remarques des établissements sera annoncée au début de l'année 1987-1988.

4.5.4 Développer des fonctions qui permettent de suivre les étudiants dans le système RECU

Le Comité ne s'est pas penché sur ce dossier au cours de l'année. Il fera l'objet d'un effort particulier en 1987-1988.

4.5.5 Poursuivre la révision des éléments du Manuel de procédure, en retrancher ou en créer pour des besoins précis, le cas échéant (se référer également à la section 4.5.1I)

Au cours de l'année 1986-1987, le Comité a appuyé le Ministère pour procéder à la refonte du Manuel de procédure RECU. Ce dernier, refondu, a été distribué dans tout le réseau et à divers usagers. De plus, il a fait l'objet d'une présentation spéciale, en octobre, à tous les registraires ainsi qu'à leur personnel rattaché au dossier RECU.

Comme suite au divers travaux du Comité au cours de l'année 1985-1986, différents éléments du système ont été modifiés à partir du cycle 1986-1987: Pays de citoyenneté, Régime de droits de scolarité, Statut de l'étudiant, Code de municipalité de l'adresse de résidence à l'admission, Niveau d'études du programme, Identification de l'établissement d'attache (implantation prévue pour 1987-1988).

D'autres éléments sont présentement à l'étude et en consultation dans le réseau pour fins d'implantation au début du cycle 1987-1988: Type de maîtrise et de doctorat (EETC), Eléments relatifs au "nombre d'heures", Régime d'études, Niveau d'études du programme ou de la composante de programme, Code permanent de l'étudiant, Régime des droits de scolarité. De plus, les précisions additionnelles sur la règle concernant les activités des étudiants transmises à RECU ont été également

soumises au Comité, pour consultation. Quant aux données sur les internes et résidents en médecine et à leur mode de transmission dans RECU, toute demande de modification ou d'ajout d'information logée par le Ministère au Comité s'est soldée par une fin de non-recevoir.

4.5.6 Réviser les règles de validation/cohérence du système et en produire de nouvelles, le cas échéant

En référence avec des éléments visés par les modifications mises en application en 1986-1987, tel que précisé sous la rubrique précédente, certaines règles et messages d'erreurs ont dû être ajustés (EUE 228, EUE 270 et 271, EUE 274) et d'autres, annulés (EUE 276 et 277).

4.5.7 Suivre de près le dossier de la vérification externe concernant les données de RECU

En juin 1985, le Conseil du trésor avisait le Ministère que, pour les années postérieures à l'année 1986-1987, "tout financement reposant sur un décompte de l'effectif étudiant devra être effectué à partir du système de recensement ministériel des étudiants et sur la base de données certifiées par un vérificateur externe". Dans cette optique, un mandat a été confié à des vérificateurs externes cette année et ce, pour la première fois.

À chaque réunion, le Comité a été informé de l'évolution du dossier. Les données à vérifier portant sur les étudiants et étudiantes inscrits(es) durant l'année civile 1985 (trimestres d'hiver, d'été et d'automne 1985) ont été extraites du système RECU. Les universités et les constitutantes de l'Université du Québec ont transmis leurs rapports entre le 25 juillet 1986 et le 17 février 1987. L'échéancier fixé était le 1er septembre 1986, en même temps que la transmission du rapport de vérification des états financiers. Le bilan de cette opération doit être déposé sous peu au Comité.

4.5.8 Produire et analyser les extraits demandés par les universités

L'extrait demandé par les universités et entériné par le Comité a été produit et transmis en juillet 1986. Tel qu'entendu au sein du Comité, le MESS n'a fourni à chaque établissement que les données qui le concernaient pour fins de validation avant de procéder à une diffusion d'ensemble.

Jusqu'à présent, cinq universités ont transmis leur accord et une autre désire que ses données soient modifiées avant d'être diffusées. Toutefois, avant d'apporter des modifications quelconques, le MESS attend que la nouvelle méthodologie de dénombrement des EETC soit définitivement arrêtée pour ajuster l'extrait et le diffuser dans le réseau.

4.5.9 Analyser les tables du système générées par le MESS

Le Comité a étudié divers documents déposés par le Ministère relativement à la révision de quatre tables du système:

- Table des grands domaines principaux et des grands secteurs disciplinaires (table ministérielle);
- Table des programmes de formation et des mentions académiques (table ministérielle);
- Table des grades (table institutionnelle);
- Table des types de programme (table institutionnelle).

En ce qui regarde la première table, les universités désirent attendre que les décisions soient prises quant à la codification CLARDER avant de se prononcer sur les règles qui génèrent cette table. Il est toutefois entendu que, dans le cadre des publications officielles du Ministère de 1982-1983 à 1986-1987, les règles qui gèrent cette table seront maintenues telles qu'elles existent présentement.

Relativement aux trois dernières tables, le Ministère, en collaboration avec une représentante des universités et une autre de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, a élaboré un projet de modification pour fin de dépôt au Comité et de consultation dans le réseau. Les décisions qui en résulteront devraient être mises en application dès le début du cycle 1987-1988.

4.5.10 Autre dossier

Dans le cadre d'une révision éventuelle des coûts disciplinaires moyens, le Ministère a procédé à l'examen des tables institutionnelles des unités/sous-unités. Il a ainsi demandé à chaque établissement d'harmoniser la valeur des codes et leur signification que l'on retrouve dans le système RECU avec ceux utilisés dans le Rapport financier annuel. Cette opération répondait également à l'objectif du Comité de coordination sur les systèmes d'information universitaire (CCSI) de maximiser la cohérence entre les éléments communs à RECU et aux autres systèmes d'information universitaire.

4.5.11 Projets de modification, de retrait et d'ajout d'information
au système RECU entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1987

- Projets entérinés par le Comité

Mise en
application

- . Ajout d'un code à l'élément 415, Statut de l'étudiant Été 1986
- . Modification au mode d'évaluation en crédits des programmes d'internat et de résidence en médecine (1 crédit/semaine) Été 1986
- . Modification de l'élément 370, Niveau d'études du programme: transfert du module "étudiants" au module "programmes" Automne 1986
- . Création de l'élément 300, Code de municipalité de l'adresse de résidence à l'admission Été 1986
- . Élimination du code 7 de l'élément 400, Régime d'études Automne 1986

- Projets refusés par le Comité

- . Demande de transmission homogène de l'adresse de résidence: code de municipalité ou code postal (dossier transmis au niveau du CCSI)
- . Ajout d'un élément sur le nombre de groupes-cours par activité d'enseignement selon le type d'enseignant responsable
- . Ajout d'un élément concernant les catégories d'internes et de résidents en médecine
- . Transmission trimestrielle des données sur les internes et résidents en médecine
- . Détermination du nombre de crédits des programmes de doctorat en médecine (le Comité estime que ce dossier relève maintenant du CCSI)

- Projets en cours	Échéance visée
. Révision de la table des grands domaines principaux et des grands secteurs disciplinaires	À déterminer
. Ajout de codes aux éléments 275 et 280, Langue d'usage et Langue maternelle	Été 1989
. Élimination du code "9" à l'élément 370, Niveau d'études du programme ou de la composante de programme	Été 1987
. Élimination des éléments concernant le nombre d'heures des programmes et des activités	Été 1987
. Élimination de quatre tables du système: .. table des programmes de formation et des mentions académiques .. table des grades .. table des types de programme .. table des disciplines institutionnelles	Été 1987
- Création de l'élément 357, Catégorie de programme de 2e et 3e cycles (type de maîtrise et de doctorat, EETC)	Été 1987
- Précision de la règle concernant les activités transmises à RECU dans les dossiers étudiants	Été 1987
- Demande d'information sur les autochtones, les personnes handicapées et les minorités culturelles	Été 1988
- Ajout du code permanent de l'étudiant	Été 1987
- Abolition du code 20 de l'élément 145, Régime des droits de scolarité	Été 1987

4.6. Plan de travail 1987-1988

4.6.1 Superviser les opérations de gestion courante du système en matière:

- de production et de validation du calcul des EETC;
- de production d'extrants conformes aux spécifications des universités pour fins de validation de leurs données;
- d'amélioration de la qualité des transmissions - qualité des données et respect des échéanciers;
- de développement de modèles d'analyse longitudinale des dossiers des étudiants;
- de mise à jour régulière des éléments actuels du système (modifications et retraits) et des règles de validation/cohérence du système;
- de révision des tables suivantes du système:
 - * Table des grands domaines principaux et des grands secteurs disciplinaires;
 - * Table des programmes de formation et des mentions académiques;
 - * Table des types de programme;
 - * Table des grades;
 - * Table des unités/sous-unités, éventuellement, en harmonisation avec le système SIFU.

4.6.2 Compléter le développement et poursuivre l'implantation du module "diplômés".

4.6.3 Compléter l'étude des résultats de la consultation sur le rapport du Groupe de travail responsable de l'examen de l'assignation des codes CLARDER aux enregistrements du module "programmes"; donner les suites qui en découlent.

4.6.4 Suivre le dossier de la vérification externe des données de RECU.

4.7 Orientations triennales 1987-1990

4.7.1 Optimiser l'utilisation du système RECU dans le cadre de l'élaboration et de l'évaluation des politiques de développement du réseau universitaire, particulièrement:

- * en complétant la mise en oeuvre du module "diplômés";
- * en poursuivant le développement de modèles d'analyse longitudinale des dossiers des étudiants;
- * en améliorant la qualité des transmissions, tant sur le plan des données que sur celui du respect des échéanciers.

4.7.2 Répondre aux besoins des universités en termes de production d'extraits, selon les ventilations demandées.

4.7.3 Optimiser la cohérence quant à la gestion de la classification et de la codification des éléments communs au système RECU et aux autres systèmes d'information universitaire.

5 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION
SUR LES DONNÉES RELATIVES
A L'ADMISSION

5 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION DES DONNÉES RELATIVES À L'ADMISSION

5.1 Mandat du Comité

- Recueillir les besoins en matière de statistiques relatives à l'admission des intervenants qui ont un intérêt dans ce domaine: universités, MEQ, CREPUQ, Conseil des Universités, Collèges, Conseil des collèges.
- Évaluer dans quelle mesure les systèmes actuels (statistiques d'admission, acceptations multiples, BCU) sont susceptibles de répondre à ces besoins.
- Dans la mesure où ces systèmes s'avéreraient inadéquats à répondre à tous les besoins, indiquer quelles modifications devraient leur être apportées, en précisant les éléments prioritaires et les coûts impliqués.
- Définir les modalités d'accès aux données de ces trois systèmes, les modalités d'extraction de sous-fichiers, le cas échéant, et d'exploitation de certaines de ces données aux fins de sondage sur des sujets spécifiques.

5.2 Description des systèmes

Le Comité conjoint de gestion des données relatives à l'admission est responsable de trois systèmes:

5.2.1 Statistiques d'admission

Système d'information visant la mesure de l'accessibilité générale aux études universitaires par la production de différents extrants sur les admissions dans chacun des établissements universitaires ainsi que sur l'ensemble des établissements, à partir d'une fusion des fichiers institutionnels et de l'identification des demandes multiples.

5.2.2 Mécanisme de contrôle des acceptations multiples

Système interuniversitaire permettant l'identification des candidats ayant accepté plus d'une offre d'admission et l'émission d'un avis pour régulariser la situation. L'objectif visé est de combler les places disponibles et d'accélérer le processus d'admission.

5.2.3 Bulletins cumulatifs uniformes (BCU)

Système d'information permettant l'extraction, l'évaluation et la transmission des dossiers scolaires collégiaux des candidats ayant présenté une demande d'admission selon une méthode déterminée par le Comité de gestion des BCU.

5.3 Liste des membres de 1986-1987

Membres:

M. Jules Delisle (président)	Université de Sherbrooke
M. Yvon Bousquet (secrétaire)	CREPUQ
M. Fernand Boucher	Comité de gestion des BCU
M. Grant Régalbuto	Université du Québec
M. Jacques Gaudreau	Collège de Limoilou
M. Jacques La Haye	MESS
M. Gilles Leblanc	MESS
M. Pierre Moreault	MESS
M. Jean-Marc Robichaud	Conseil des universités

Invité:

M. Armand Beaulieu	CREPUQ
--------------------	--------

5.4 Dates des réunions de 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité a tenu une réunion, soit le 17 octobre 1986.

5.5 Rapport annuel 1986-1987

5.5.1 Activités de production réalisées en 1986-1987

- Statistiques d'admission:

- Production et analyse des statistiques 1986
- Mise à jour du manuel d'opération
- Mise à jour de la documentation technique et diffusion
- Travaux d'amélioration de la présentation des extrants
- Transmission de copies de fichiers au Ministère et au Conseil des universités

- Mécanisme de contrôle des acceptations multiples:

- * Finalisation du rapatriement du système sur l'équipement informatique de la Conférence
- * Production courante à l'été 1986 (2 lectures)
- * Mise à jour des tables de programmes institutionnels
- * Mise à jour de la documentation

- Transmission des bulletins cumulatifs uniformes:

- * Fin de la production des extractions pour l'admission à l'automne 1986 (avril et mai 1986)
- * Production des extractions pour l'admission à l'hiver 1987 (novembre et décembre 1986)
- * Production des extractions pour l'admission à l'automne 1987 (février et mars 1987)
- * Production et diffusion des BCU papier
- * Traitement et transmission des BCU papier corrigés
- * Mise à jour et diffusion du guide de procédure
- * Mise à jour de la documentation technique

5.5.2 Développements

- Statistiques d'admission:

- * Finalisation de la démarche d'inventaire des besoins et évaluation du système en cours

- Mécanisme de contrôle des acceptations multiples:

- * Aucun développement du système n'a été prévu ni réalisé

- Transmission des bulletins cumulatifs uniformes:

- * Étude de trois hypothèses relatives à la méthode de calcul de la moyenne de groupe: simulations, évaluation et choix des hypothèses. Rapport au CLESEC.

5.6 Plan de travail 1987-1988

5.6.1 Priorités pour l'année 1987-1988

- Assurer les activités de maintien des systèmes actuels;
- Réaliser la conception administrative d'un nouveau système de statistiques d'admission;
- Implanter la nouvelle méthode de calcul de la moyenne de groupe (BCU);
- Rédiger la documentation technique et le manuel de procédure relatifs à la programmation sous la responsabilité du Ministère (BCU);
- Evaluer et mettre à jour la table des codes d'établissements;
- Evaluer les résultats des opérations du mécanisme de contrôle des acceptations multiples.

5.6.2 Activités prévues en 1987-1988

- Statistiques d'admission:

- Diffusion des statistiques 1986
- Production et diffusion des statistiques 1987 sur les éléments disponibles et utilisables
- Mise à jour de la documentation
- Réalisation de la conception administrative d'un nouveau système, analyse des impacts, choix et recommandation d'une hypothèse de développement

- Mécanisme de contrôle des acceptations multiples:

- Production courante à l'été 1987 (2 lectures)
- Mise à jour de la table des programmes institutionnels
- Mise à jour de la documentation
- Evaluation des résultats

- Transmission des bulletins cumulatifs uniformes:

- Production des extractions pour l'admission à l'automne 1987 (avril-mai 1987), à l'hiver 1988 (novembre et décembre 1987) et à l'automne 1988 (février-mars 1988)
- Reprise de productions (avril-mai 1987), rendue nécessaire en raison de modifications apportées à une table du système SIGDEC invalidant certaines données déjà transmises
- Production et diffusion des BCU papier
- Traitement et transmission des BCU papier corrigés
- Mise à jour et diffusion du guide de procédure
- Mise à jour de la documentation technique
- Evaluation et mise à jour de la table des codes d'établissements

- * Rédaction, mise à jour et diffusion par le Ministère de la documentation technique afférente à la programmation sous sa responsabilité, ainsi que du manuel de procédure
- * Implantation et tests par le Ministère de la nouvelle méthode de calcul de la moyenne de groupe.

5.7 Orientations triennales 1987-1990

Au delà du maintien des activités courantes de production dans chacun des trois systèmes relatifs à l'admission, les activités à prévoir au cours de la période 1987-1990 sont les suivantes:

- Statistiques d'admission:

- * Compte tenu des travaux de conception administrative d'un nouveau système de statistiques d'admission, réaliser ce nouveau système selon les modalités qui auront été définies.
- * Au fur et à mesure de la disponibilité complète de certaines variables du système des statistiques d'admission, développer de nouvelles exploitations et produire de nouveaux extraits.

- Mécanisme de contrôle des acceptations multiples:

- * Sous réserve de l'évaluation des résultats de cette opération annuelle, il n'y a pas, pour le moment, de développement à prévoir.

- Transmission des bulletins cumulatifs uniformes:

- * Compte tenu de la mise en place du nouveau fichier de l'effectif scolaire du collégial et de la vétusté du système de transmission des BCU, moderniser ce système afin d'en assurer la sécurité et la fiabilité, et affecter au Ministère les ressources requises pour ce faire.

6 -

COMITÉ CONJOINT DE GESTION DES
SYSTEMES RELATIFS AUX PERSONNELS

6 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION DES SYSTÈMES RELATIFS AUX PERSONNELS

6.1 Mandat du Comité

Le Comité de gestion des systèmes relatifs aux personnels a pour mandat de veiller à la mise en place de systèmes d'information sur les personnels des universités en vue de satisfaire les différents besoins d'information des agents institutionnels que sont les universités, la Conférence des recteurs, le Conseil des universités, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, et des autres publics et utilisateurs.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec est l'organisme responsable de la gestion courante des systèmes relatifs aux personnels. C'est avec elle que le Comité de gestion veille à faciliter la mise en oeuvre des moyens aptes à permettre la réalisation des objectifs de ces systèmes.

Les modalités générales de son fonctionnement sont définies dans l'annexe 2 du Protocole d'entente relatif à la mise en application du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires entre la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec et le ministère de l'Éducation, signé le 30 mars 1984.

6.2 Description du système

Les systèmes d'information relatifs aux personnels concernent:

- les caractéristiques des différentes catégories de personnels à l'emploi des universités du Québec, de même que;
- les caractéristiques des politiques et des pratiques de rémunération de ces personnels.

6.3 Liste des membres de 1986-1987

Membres:

M. Paul Davenport (président)	Université McGill
M. Normand Cinq-Mars	Université de Montréal
M. Pierre Dionne	Université du Québec
M. Jean-Marc Allard	MESS
M. Jacques Bec	MESS
M. Guy Major	MESS
M. Claude Létourneau	Conseil des universités

Invités:

M. Guy Girard (secrétaire)	CREPUQ
Mme Lorraine Ouellet	CREPUQ

6.4 Dates des réunions de 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité a tenu quatre réunions:

- 17 avril 1986;
- 17 juin 1986;
- 15 décembre 1986;
- 10 février 1987.

6.5 Rapport annuel 1986-1987

6.5.1 Activités de production réalisées en 1986-1987

- Activités de finalisation de l'Enquête sur le personnel enseignant pour les années 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986, qui a été lancée en 1985-1986:
 - la validation de cohérence des transmissions effectuées en 1986-1987;
 - la validation intertemporelle pour ces transmissions;
 - la production, l'analyse et la transmission des rapports de validation;
 - l'analyse des retours de validation et la correction des fichiers;

- * l'analyse de l'impact du passage de la CMS à l'EPE et l'amorce de la production du rapport de l'EPE:
 - ** mise au point des regroupements (disciplines, unités et sous-unités administratives);
 - ** programmation et tests des extrants.
- Transmission, au Ministère, des données validées de l'enquête 1983-1985 et transmission par le Ministère à Statistique Canada.
- Étude de l'utilité de la variable "rémunération versée".
- Lancement de l'EPE 1986-1987.

6.5.2 Développements

Dans la perspective du développement d'un nouveau système sur les personnels, les activités suivantes ont été complétées:

- dépôt par le Conseil des universités d'un document d'expression de ses besoins relativement à un nouveau système sur les personnels;
 - poursuite des travaux relatifs à l'expression des besoins des universités. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre d'une démarche menée avec:
 - * les représentants des universités au Comité de gestion;
 - * le Comité du personnel enseignant;
 - * le Sous-comité du personnel non enseignant et
- ces travaux étaient orientés en fonction:
- * de la faisabilité d'un élargissement de la population actuellement visée par l'Enquête sur le personnel enseignant, de façon à inclure d'abord d'autres catégories des personnels enseignants et, ensuite, les autres personnels et
 - * du choix de caractéristiques susceptibles de caractériser ces différentes sous-populations.

6.5.3 Activités de production prévues au programme de travail 1986-1987 qui n'ont pas été complétées au cours de l'année

- La production du rapport de l'EPE;
- la production du document d'expression des besoins des universités.

Il est prévu que ces activités seront complétées à la fin de l'été 1987.

6.6 Plan de travail 1987-1988

6.6.1 Priorités pour l'année 1987-1988

Les activités prioritaires du Comité de gestion des systèmes relatifs aux personnels pour l'année 1987-1988 sont les suivantes:

- Production du document d'expression des besoins des universités (échéance: septembre 1987).
- Examen des documents d'expression des besoins des partenaires et détermination des grandes caractéristiques d'un nouveau système sur les personnels à développer (échéance: décembre 1987).
- Réalisation d'une étude de conception administrative du nouveau système (échéance: mai 1988).
- Production du rapport relatif à l'enquête sur le personnel enseignant pour les années 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986 (échéance: septembre 1987).
- Réalisation de l'enquête sur le personnel enseignant pour 1986-1987 (échéance: décembre 1987).
- Production du rapport EPE 1986-1987.
- Réalisation de l'enquête sur le personnel enseignant 1987-1988 (échéance: mai 1988).

6.6.2 Activités prévues en 1987-1988

Les activités détaillées sont présentées ci-après en fonction de deux catégories: travaux de production relatifs à l'EPE et travaux relatifs au développement d'un nouveau système.

- Travaux relatifs à la production de l'Enquête sur le personnel enseignant

* Complément à l'EPE 1983-1986

En ce qui concerne la production du rapport de l'EPE pour les années 1983-1985, un certain nombre d'activités préalables sont complétées, comme la mise au point des regroupements (disciplines, unités et sous-unités administratives) et une partie de la programmation et des tests des extrants, mais des travaux complémentaires sont requis en ce qui concerne la rédaction du rapport.

- * Réalisation de l'EPE pour 1986-1987 et 1987-1988

Pour ce qui est de l'enquête 1986-1987, elle était lancée au moment de l'adoption de ce programme de travail avec la mise à jour, en harmonie avec les systèmes existants, des tables:

- ** des disciplines CLARDER et
- ** des unités et sous-unités administratives.

On verra à produire le rapport de l'EPE 1986-1987 et à réaliser l'enquête 1987-1988 à l'intérieur du cycle 1987-1988.

- Travaux de développement

Les travaux relatifs au développement d'un nouveau système seront poursuivis. Les deux activités principales de l'année seront:

- * l'examen des documents d'expression des besoins des partenaires en vue de définir les caractéristiques souhaitées du système à développer et
- * le lancement d'une étude de conception administrative du nouveau système à développer.

L'activité qui devra être menée en premier lieu est l'examen des documents d'expression des besoins des partenaires afin de déterminer les grandes caractéristiques fonctionnelles du système qui permettra d'y répondre, en ce qui concerne:

- * la population qui sera visée par le système;
- * le choix de caractéristiques susceptibles de caractériser ces différentes sous-populations.

Une fois déterminées les grandes caractéristiques du système visé, une étude de conception administrative sera entreprise avec l'objectif de mesurer les impacts et les coûts de la réalisation de ce système, dans les universités et à la Conférence.

6.7 Orientations triennales 1987-1990

En vue d'implanter au cours des trois prochaines années un système d'information sur les personnels des universités, les activités suivantes sont prévues au cours de la période 1987-1990:

6.7.1 Réalisation annuelle de l'Enquête sur le personnel enseignant (EPE) des universités québécoises jusqu'à ce qu'un nouveau système soit opérationnel.

6.7.2 Évaluation continue du système EPE:

- au plan de la qualité des données recueillies;
- au plan de la cohérence inter-institutionnelle;
- au plan de la cohérence inter-système (SIFU-RECU-EPE-...);
- au plan de la correspondance par rapport aux besoins des utilisateurs et
- au plan de la qualité de la description de la réalité.

6.7.3 Travaux relatifs à la mise en place d'un nouveau système:

- détermination des sous-populations visées par le système;
- détermination des caractéristiques à recenser pour chaque sous-population;
- examen des documents d'expression de besoins des partenaires;
- examen de la disponibilité des données dans les systèmes des établissements, de leurs définitions et de la comparabilité d'un établissement à l'autre;
- conception d'un modèle de données pour le nouveau système.

6.7.4 Adoption d'un modèle de nouveau système.

6.7.5 Mise en place d'un nouveau système.

7 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR
LES DONNÉES FINANCIÈRES



7 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR LES DONNÉES FINANCIÈRES

7.1 Mandat du Comité

- Assurer la participation du réseau universitaire dans l'élaboration du système SIFU.
- Obtenir les consensus appropriés sur les éléments du système.
- Assurer l'application uniforme des pratiques et principes comptables reconnus qui s'adressent aux organismes à but non lucratif et en particulier aux institutions d'enseignement universitaire.
- Déterminer les lacunes actuelles du formulaire financier et les difficultés d'interprétation des éléments de définition du contenu.
- Assurer une cohérence dans la présentation des données financières et statistiques des universités qui sont transmises via le formulaire financier.

7.2 Description du système

7.2.1 Description générale du système

Le système SCDF a été développé pour fonctionner sur micro-ordinateur et permettre la collecte d'information financière de base dans une banque de données. Une fonction permet l'impression des pages du rapport financier en compilant les données contenues dans la banque.

Plusieurs utilitaires sont disponibles. L'un d'entre eux permet d'assurer une validation des données tout au long du processus de saisie dans la banque. Le système permet également le transfert des données d'un ordinateur à un autre. Ainsi, les universités ont la possibilité d'exécuter, de façon automatique, le chargement des données dans la banque du SCDF. Il s'agit de créer un fichier de transfert et d'établir une communication électronique entre les deux ordinateurs.

7.2.2 Objectifs du système

Le système est le résultat de la réalisation du premier volet du développement d'un système d'information financière des universités. Suite à la refonte du rapport financier annuel des universités, le système permet:

- d'obtenir une grande qualité des données contenues dans le rapport financier annuel. Le système assure une fiabilité technique pour la collecte et la validation des données;
- d'assister le personnel des universités dans la préparation du rapport et d'uniformiser la présentation des données;
- d'obtenir une plus grande accessibilité à l'utilisation des données en vue d'effectuer différents travaux tels que l'analyse financière, la réédition des comptes, la préparation de la revue des programmes, etc.;
- d'obtenir un processus d'édition du rapport financier allégé qui utilise les technologies nouvelles;
- d'obtenir une souplesse face aux changements éventuels du rapport financier annuel.

7.3 Liste des membres en 1986-1987

M. Martin Desmeules (président)	MESS
M. Norman McNeil (secrétaire)	MESS
M. Jean-Marc Allard	MESS
M. Gilles Bureau	MESS
Mme Kim Liên Do-Bélanger	MESS
M. Raymond Chouinard	Université de Montréal
M. Adrien Lacombe	Ecole des hautes études commerciales
M. Roger Lefrançois	Université du Québec
M. Jacques Bordeleau	CREPUQ
M. Robert Nelson	Conseil des universités

7.4 Dates des réunions de 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité a tenu une réunion, soit le 26 mars 1987.

7.5 Rapport annuel 1986-1987

7.5.1 Mandat de vérification externe des données transmises au système de recensement des effectifs étudiants (RECU)

- Dépôt officiel du document;
- Vérification des clientèles 1985-1986.

7.5.2 Rapport financier annuel 1986-1987 et années subséquentes

- Dépôt officiel des documents:
 - * cahier de définition des termes et directives de présentation pour le rapport financier annuel 1986-1987;
 - * rapport financier annuel 1986-1987 qui intègre les états financiers, les annexes et les statistiques.

7.5.3 Système automatisé d'information financière

- Relance des activités en septembre 1986 prévoyant deux phases de réalisation:
 - * développer un système informatisé de collecte des données pour être opérationnel en mai 1987;
 - * développer un système informatisé d'exploitation des données pour être opérationnel à l'automne 1987.
- Réalisation d'un projet-pilote de collecte des données fonctionnant sur micro-ordinateur.
- Développement du système informatisé de collecte des données fonctionnant sur micro-ordinateur.
- Collecte des données 1985-1986 à l'aide du système SCVD.

7.5.4 Activités prévues et non réalisées

- Définition des mécanismes en vue d'implanter un processus d'ajustement de livres comptables suite aux résultats de l'analyse financière effectuée par la DRMF.
- Définition des besoins en matière d'information financière pour le réseau universitaire et de chacun des établissements par le développement d'un système d'exploitation des données.
- Développement du système informatique d'exploitation des données.

La réalisation de ces activités est prévue pour l'année 1987-1988.

7.6 Plan de travail 1987-1988

Ordre de priorité

- Implantation, dans les universités, du système informatisé de collecte des données financières (SCDF). Le système sera disponible pour produire en section les états financiers et statistiques du rapport financier annuel.
- Développement de la version 1.1 du système SCDF en vue de compléter l'informatisation de la collecte pour la section des annexes du rapport financier annuel. Il est également prévu d'apporter les modifications nécessaires suite à certains réaménagements du rapport financier annuel.
- Développement d'un système d'exploitation des données à l'aide d'une banque de données qui fonctionnera sur l'ordinateur central et qui est alimentée par le système SCDF.
- Modification au mandat de vérification existant. On prévoit former un groupe de travail composé des différents intervenants et d'impliquer également l'ordre des comptables agréés.
- Production d'une étude portant sur l'utilisation des unités administratives des universités. Les résultats de l'étude devraient permettre d'identifier des éléments de solution à la problématique de l'incompatibilité des unités administratives utilisées dans les systèmes concernant les données financières (SIFU), les clientèles (RECU) et le personnel (EPE).

- Mise à jour de l'annexe au mandat des vérificateurs portant sur la vérification de l'effectif étudiant. Elle prendra en considération l'expérience vécue au cours des deux premières années d'application.
- Révision du contenu et du format de présentation des données du rapport financier annuel. Il est prévu d'apporter des modifications mineures au document, suite à son utilisation par les universités lors de cette première année.
- Révision de l'application des pratiques et des règles comptables (réf.: Fonds d'investissements et de fonctionnement).
- Conception et mise en place d'une nouvelle procédure de réclamation des dépenses d'investissements.

7.7 Orientations triennales 1987-1990

7.7.1 Objectifs généraux

- Développer un système d'information financière par le biais d'une collecte des données de qualité, par l'utilisation d'une technologie répondant aux besoins d'aujourd'hui.
- Permettre l'exploitation des données afin de répondre adéquatement aux différentes instances en matière d'information de gestion.

7.7.2 Orientations 1987-1990

- Implanter le système informatisé de collecte des données financières opérant sur micro-ordinateur devant être utilisé par les universités afin de produire le rapport financier annuel.
- Compléter la version 1.1 du système de collecte.
- Développer un système d'exploitation des données opérant sur l'ordinateur central du Ministère.
- Établir les différents liens avec les autres systèmes informatiques (RECU, EPE) afin d'obtenir une intégration du contenu de l'information en fonction des nouvelles orientations du Ministère, notamment pour la révision des règles de financement et du calcul des subventions octroyées aux universités.

- Permettre aux intervenants externes l'accessibilité contrôlée aux banques de données du Ministère contenant l'information financière en fonction de leurs besoins respectifs.

8 - COMITÉ CONJOINT DE GESTION SUR LA
RELANCE DES DIPLOMÉS UNIVERSITAIRES

8 - COMITÉ CONJOINT SUR LA RELANCE DES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

8.1 Mandat du Comité

Le Comité conjoint sur la relance des diplômés universitaires intervient à toutes les étapes principales du déroulement de l'enquête qu'effectue périodiquement le Ministère auprès des diplômés universitaires deux ans après l'obtention de leur diplôme, dans le but de savoir comment s'est déroulée leur intégration au marché du travail. Le Comité s'occupe en particulier:

- d'obtenir des universités les données sur leurs diplômés et de valider les résultats de leur standardisation;
- de définir la population-cible de l'échantillon et le plan d'échantillonnage;
- de mettre au point des instruments de collecte, plus particulièrement du contenu du questionnaire d'enquête;
- de proposer des thèmes d'analyse ou de recherche pour le traitement des données recueillies;
- de diffuser ces données.

8.2 Description du système

- Chaque institution universitaire transmet au Ministère la liste de ses diplômés universitaires d'une année civile donnée, normalement à tous les deux ans.
- Ces fichiers institutionnels sont ensuite standardisés afin de définir une base de sondage uniformisée.
- Des questionnaires sont expédiés aux diplômés à l'aide de ce fichier standardisé, normalement deux ans après l'obtention de leur diplôme.
- Ces réponses sont ensuite consignées dans un fichier individuel et rendues anonymes.
- Ces réponses sont compilées et publiées dans une brochure expédiée principalement aux responsables et aux professionnels de l'information scolaire et professionnelle (ISEP) des niveaux secondaire et collégial.

8.3 Liste des membres en 1986-1987

M. Bertrand Belzile (président)	MESS
M. Marc Audet (secrétaire)	MESS
Mme Hélène Hudon	MESS
Mme Nadia Assimopoulos	Université de Montréal
M. Gilles Gauthier	Ecole polytechnique
M. Robert Michon	Université de Sherbrooke
M. Grant Régalbuto	Université du Québec
Mme Helen Richard	Université McGill
M. Bruce Smart	Université Concordia
Mme Claire Sormany	Université Laval
M. Laval Tremblay	Conseil des universités
Mme Diane Vanasse	Ecole des hautes études commerciales

8.4. Dates des réunions en 1986-1987

Au cours de l'année, le Comité de gestion sur la relance des diplômés universitaires a tenu deux réunions aux dates suivantes:

- 27 février 1987;
- 19 mars 1987.

8.5. Rapport annuel 1986-1987

8.5.1 Le redémarrage de l'enquête Relance: la création d'un nouveau comité de gestion

À la suite de la nomination de leur membre par les universités, un nouveau comité de gestion a été créé au début de 1986 pour redémarrer l'enquête à partir de la consolidation des opérations au sein d'une même direction. Un nouveau président a été également désigné pour coordonner les travaux du Comité.

8.5.2 La standardisation du fichier des diplômés de 1985

Une demande a été faite aux universités pour la transmission des fichiers des diplômés de l'année civile 1985 en vue de l'enquête de septembre 1987. Les fichiers ont été reçus et traités entre la mi-décembre 1986 et le début d'avril 1987. Il a fallu faire quelques mises à jour au programme de standardisation des données pour tenir compte des modifications apportées à la structure de transmission de leurs données par quelques établissements.

8.5.3 La couverture de l'enquête de 1987

Comme pour l'enquête de 1984, seuls les diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou une maîtrise ont été retenus pour l'enquête de 1987. Pour tenir compte des certificats et des diplômes, il aurait fallu investir dans le développement du système avant le début de l'année 1987. Les contraintes de personnel et de temps, compte tenu de la réorganisation de l'opération, ont empêché la réalisation de cet objectif.

8.5.4 La mise au point du questionnaire d'enquête

En prévision de l'enquête de 1987, un projet de questionnaire plus léger a été préparé et soumis aux membres du Comité de gestion à la mi-février 1987. Il a été examiné attentivement lors des réunions du 27 février, du 19 mars et du 9 avril 1987. Une fois les modifications faites, le projet a été approuvé par le Comité à sa dernière réunion du 9 avril. Le même projet de questionnaire a également été soumis aux représentants du système Repères du ministère de l'Éducation.

8.5.5 Les nouvelles orientations du Comité de gestion

À ses premières réunions, le nouveau comité de gestion a retenu trois orientations nouvelles pour les productions à venir. La première décision retenue consistera à relancer l'ensemble de la population des diplômés pour la prochaine enquête. Une deuxième décision sera que le Comité approuvera le devis de publication. Enfin, on transmettra aux universités tous les résultats de la collecte concernant leurs propres diplômés.

8.6 Plan de travail 1987-1988

Objectif général

À la suite de la consolidation des opérations au sein d'une même direction, soit la Direction de la planification et du développement (DPD), et du redémarrage de l'opération, reconduire les opérations du système Relance en vue de réaliser une enquête à la mi-septembre 1987. Compte tenu du moment où l'opération a redémarré, reconduire l'enquête de 1984 et relancer les diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou une maîtrise en 1985.

8.6.1 Développer une alternative pour la mise à jour des adresses des diplômés

La procédure utilisée jusqu'ici pour la mise à jour des adresses des diplômés devenant plus difficile d'application à cause des réticences de la Régie de l'assurance automobile du Québec (RAAQ), qui considère que cette opération ne concerne pas sa mission propre, il faudra explorer d'autres approches. À cette fin, il faudra envisager d'avoir recours à la Direction générale de l'enseignement collégial (DGEC-MESS) ou à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

8.6.2 La version finale du questionnaire

Produire la version finale du questionnaire de l'enquête de 1987, compte tenu du délai d'impression du document qui sera produit en photocomposition.

8.6.3 La table de correspondance des programmes

Mettre à jour la table de correspondance entre les codes institutionnels de programmes et les codes Relance en utilisant les regroupements CLARDER, soit la table de correspondance qui a déjà été utilisée pour les enquêtes précédentes.

8.6.4 Le questionnaire et la couverture de l'enquête 1989

Établir les paramètres de l'enquête de 1989 en termes d'objectifs et d'étendue et mettre au point le questionnaire d'enquête permettant d'atteindre ces objectifs. Administrer ce questionnaire d'enquête aux diplômés ayant obtenu un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat.

8.6.5 Les orientations retenues pour 1987-1988

Approuver le devis de publication de l'enquête de 1987, compte tenu des principaux objectifs visés par l'enquête, soit principalement celui de répondre aux besoins des utilisateurs de l'information scolaire et professionnelle. Poursuivant ce même objectif, relancer toute la population des diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou une maîtrise en 1985 pour l'enquête de l'automne 1987. Enfin, transmettre aux universités tous les résultats de la collecte concernant leurs propres diplômés.

8.7 Orientations triennales 1987-1990

Objectif général

Compléter la stratégie d'enquête en vue de répondre aux besoins des principaux utilisateurs, soit les professionnels de l'information scolaire d'une part et les spécialistes en recherche institutionnelle d'autre part.

8.7.1 L'enquête de 1987: les orientations

Poursuivre les opérations nécessaires à la production de l'enquête de 1987, notamment la collecte et l'analyse des données. Relancer tous les diplômés ayant obtenu un baccalauréat ou une maîtrise en 1985 afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs de l'information scolaire et professionnelle. Développer des analyses thématiques à partir de ces données, eu égard aux besoins qui auront été exprimés à cet effet. Établir un devis de publication en conséquence.

8.7.2 L'enquête de 1989: les orientations

Reprendre le cycle des opérations pour l'enquête de 1989, compte tenu des orientations du Comité, soit la couverture de l'enquête et la stratégie d'observation. Prévoir, au besoin, d'autres analyses thématiques à partir de ces données. Couvrir la population des diplômés ayant obtenu un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat en 1987.

8.7.3 Le développement du système: les orientations

Poursuivre le développement du système en vue de permettre à chaque université d'obtenir les résultats de la collecte de données concernant ses propres diplômés. Examiner la possibilité de transmettre les résultats de toute la collecte à toutes les universités.

9 - ANNEXES

9.1 - PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIF À LA
REALISATION DU SCHEMA DE DEVELOPPE-
MENT DES SYSTEMES DE DONNEES SUR
LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES

9.1.1 - PROTOCOLE D'ENTENTE

PROTOCOLE D'ENTENTE RELATIF À LA RÉALISATION
DU SCHEMA DE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES
DE DONNÉES SUR LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES

ENTRE: Le Gouvernement du Québec, ici représenté par le ministre de l'Éducation, lui-même représenté par le sous-ministre dûment autorisé aux fins des présentes, ci-après appelé:

LE MINISTÈRE

ET: La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, représentée par la corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, ici représentée par le signataire de ce protocole, dûment autorisé à cette fin en vertu d'une résolution du Comité exécutif de la corporation en date du 29 mars 1984, dont une copie conforme est annexée au présent protocole, ci-après appelée:

LA CREPUQ

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT ET S'ENGAGENT L'UNE ENVERS L'AUTRE COMME SUIVIT:

Considérant que le développement des données portant sur les clientèles, les activités et les ressources des établissements universitaires est une priorité instrumentale à la réalisation des actions d'évaluation et de coordination des établissements dans un cadre de concertation;

Considérant que le Ministère, le Conseil des universités et la CREPUQ ont développé des systèmes de données, qu'ils ont un rôle à jouer à un niveau ou l'autre vis-à-vis de la planification du développement des universités et qu'ils ont intérêt à mettre en commun et à rationaliser ces systèmes et à assurer leur accès à tous les intervenants du système d'enseignement et de recherche universitaires, au premier rang desquels il faut placer les établissements universitaires, le Ministère, le Conseil des universités du Québec et la CREPUQ;

Considérant que le Ministère a exposé officiellement ses orientations et propositions d'actions en matière de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires (cf. annexe 1 du présent protocole, le document intitulé: Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires, daté du 28 janvier 1982);

Considérant que le Ministère a requis et obtenu un avis du Conseil des universités sur ses orientations et propositions d'actions en matière de systèmes de données et que le Conseil des universités a donné là-dessus un avis favorable (voir l'Avis No: 81.16 daté du 21 mai 1982);

Considérant que la CREPUQ a pris connaissance des orientations et propositions d'actions du Ministère en matière de systèmes de données et donné là-dessus un accord de principe;

Considérant que dans le Schéma de développement des systèmes de données, la CREPUQ est identifiée comme organisation responsable de la gestion courante d'un certain nombre de systèmes de données,

Les parties conviennent de ce qui suit:

1. Principes généraux:

- 1.1 Le Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires, reproduit à l'annexe 1 du présent protocole, est le document de référence pour les fins du présent protocole. Le Comité de coordination prévu aura la responsabilité de son application, ainsi que des modifications et mises à jour qui pourront y être apportées.

1.2

Les stratégies de développement des systèmes de données, la coordination et la gestion de ces grands ensembles d'information seront fondées sur des mécanismes conjoints et sur un partage des responsabilités. Dans cette optique, la gestion courante des différents systèmes d'information, notamment les fonctions de cueillette, de validation et de diffusion des données ainsi que de révision et de mise à jour, sera assumée soit par le Ministère, soit par la CREPUQ.

2.

Comité de coordination

2.1

La cohérence d'ensemble du développement des différents systèmes sera assurée par le biais d'un Comité de coordination composé de représentants du Ministère et du Conseil des universités, ainsi que de personnes désignées par la CREPUQ;

2.2

La composition du Comité de coordination sera la suivante:

- Quatre (4) représentants du Ministère:

- Sous-ministre adjoint(e) à l'enseignement postsecondaire, président(e) ex-officio du Comité ou son représentant;
- Directeur général de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires (DGERU);
- Directeur de la planification et du développement (DGERU);
- Secrétaire

- Quatre (4) représentants de la CREPUQ:

- Directeur général de la CREPUQ ou son représentant;
- Trois (3) représentants des universités, désignés par la CREPUQ;

- Un (1) représentant du Conseil des universités:

- Président du Conseil ou son représentant;

2.3

Le Comité de coordination sera une structure légère et permanente, constituant un lieu de discussions, d'échanges et de décisions relativement aux stratégies de développement et d'implantation des différents systèmes de données sur les établissements universitaires. Ce comité de coordination confiera à des comités conjoints de gestion la responsabilité de conception, de développement, d'implantation et de supervision de la gestion courante de ces différents systèmes. (Les modalités générales de fonctionnement du Comité de coordination sont décrites à l'annexe 2).

3. Comités conjoints de gestion:

3.1

La conception, le développement et la supervision de la gestion courante, soit les fonctions de cueillette, de validation et de diffusion des données ainsi que de révision et de mise à jour de chaque système, seront sous la responsabilité de différents comités conjoints de gestion. Ils auront aussi la responsabilité d'évaluer l'efficacité du fonctionnement de chaque système. Chacun aura enfin la responsabilité de proposer les meilleures approches au développement et au fonctionnement des systèmes de données dans le but d'atteindre au meilleur coût les objectifs assignés à chaque système. Les comités conjoints pourront fournir des évaluations de coûts mais il ne leur appartiendra pas d'assumer des responsabilités budgétaires. (Les modalités générales de fonctionnement de ces comités conjoints de gestion sont décrites à l'annexe 2).

La composition des comités conjoints de gestion sera généralement la suivante:

- Au plus trois (3) personnes désignées par le ministère de l'Éducation;
- Au plus trois (3) personnes désignées par la CREPUQ;
- Une (1) personne désignée par le Conseil des universités;
- À ces personnes pourra s'ajouter toute autre personne requise pour les fins d'un comité conjoint de gestion;
- Le Comité de coordination pourra au besoin donner toute autre composition à un comité conjoint de gestion.

3.2

L'organisation responsable de la gestion courante d'un système de données -- Ministère ou CREPUQ selon le cas -- est d'office responsable d'assurer le bon fonctionnement du comité conjoint de gestion du système. Il lui revient de faire au Comité de coordination la recommandation relative à la nomination du président du comité conjoint de gestion du système de données dont elle est responsable. Elle voit à ce que les travaux de secrétariat et du comité conjoint de gestion -- en particulier, la rédaction et la diffusion des comptes rendus de réunions, des documents de travail et des rapports -- soient faits.

4. Règles de cohérence et accès aux données:

L'efficacité de fonctionnement des systèmes de données requiert des règles minimales de cohérence quant à la gestion des tables de classification et de codification des éléments communs à plusieurs systèmes. De même, tout en étant entièrement ouvert aux partenaires identifiés dans le Schéma, l'accès aux données des systèmes d'information ainsi que la production et la diffusion des données doivent être assujetties à des règles reconnues par toutes les parties impliquées. L'annexe 3 contient les dispositions générales prévues au présent protocole en vue de s'assurer du respect de ce cadre. Chaque système fera l'objet d'ententes spécifiques régissant l'accès aux données qu'il contient.

5.

Dispositions particulières relatives aux décisions antérieures prises dans le cadre du Comité de liaison enseignement supérieur/enseignement collégial (CLESEC):

Conformément à son mandat et aux ententes intervenues entre ses membres, le CLESEC continuera d'assumer ses responsabilités de coordination et de concertation pour ce qui concerne le système des bulletins cumulatifs uniformes (BCU). Il le fera par le biais du Comité de gestion des BCU. Le mandat de ce dernier et sa composition demeurent inchangés.

L'opération transmission électronique des bulletins cumulatifs uniformes (BCU) aux universités, sera dorénavant assurée par la CREPUQ. Une entente signée le _____ entre le ministère de l'Éducation et la CREPUQ relativement à la transmission électronique des BCU (entente jointe au présent protocole) précise les conditions de prise en charge de cette opération par la CREPUQ. Les parties y déclarent notamment qu'elles n'entendent pas déroger aux dispositions du document intitulé: Dispositions visant à assurer survie, sécurité, fiabilité et confidentialité du système de transmission des BCU aux universités par voie électronique, lequel a été approuvé unanimement par le CLESEC le 18 mai 1979.

Les projets de modifications et de développements du système des BCU devront faire l'objet d'un avis par le comité de gestion des BCU et être entérinés, si nécessaire, par le CLESEC. Une fois cette étape franchie, ces projets de modifications et de développements devront être soumis au Comité de coordination pour évaluation de leur impact sur les plans triennaux et annuels ainsi que sur les coûts prévus. Le CLESEC devra être informé par le Comité de coordination des décisions prises par les parties relativement aux modifications et développements du système des BCU ainsi qu'aux coûts et à leur mode de financement.

La liaison entre le CLESEC et le Comité de coordination sera assurée par le biais de la présidence de l'un et l'autre.

Les parties au présent protocole verront à proposer au CLESEC que le comité de gestion des BCU fasse simultanément rapport au CLESEC et au Comité de coordination.

6.

Partage des responsabilités entre le MEQ et la CREPUQ:

6.1

Le partage des responsabilités de gestion courante des systèmes de données se fera comme suit:

6.1.1

La CRÉPUQ est l'organisation responsable de la gestion courante des systèmes suivants:

- les systèmes de données relatives à l'admission, soit
 - . le système de données statistiques sur l'admission;
 - . le système de transmission des BCU;
 - . le système de contrôle des acceptations multiples.
- Les systèmes de données sur les personnels, soit
 - . le système de données sur le personnel enseignant;
 - . le système de données sur le personnel non enseignant.

6.1.2

Le Ministère est l'organisation responsable de la gestion courante des systèmes suivants:

- le système de données relatif au recensement des clientèles universitaires (RECU);
- le système de données relatif au relevé des activités de recherche;
- le système de données relatif aux informations financières (formulaire financier);
- le système de données relatif à l'inventaire des locaux (ILUQ);
- le système de données relatif au relevé des diplômés;
- le système de données relatif à la relance des diplômés sur le marché du travail;
- le système sur les structures d'accueil et les programmes.

6.2

Les systèmes de données énumérés à l'article 6.1.1 dont la gestion courante ne serait pas, à la signature du présent protocole, déjà assurée par la CRÉPUQ feront l'objet d'un transfert dans les meilleurs délais. Une entente relative aux conditions de transfert sera signée par les parties dans chaque cas, et cette entente deviendra partie intégrante du présent protocole.

6.3

De même, toute modification au partage des responsabilités de gestion courante décrit aux articles 6.1.1 et 6.1.2 qui entraînera un transfert de responsabilités, devra faire l'objet d'une entente entre les parties relativement aux conditions de transfert.

- 6.4 Comme il appartient au Comité de coordination de décider de l'opportunité d'intégrer au Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires tout système de données que l'une ou l'autre des parties voudrait y inclure, il lui appartiendra, le cas échéant, de déterminer l'organisation qui sera responsable de sa gestion courante. Dans le cas où ce sera la CRÉPUQ qui sera identifiée comme organisation responsable de la gestion courante d'un nouveau système de données, une entente relative aux conditions de prise en charge du nouveau système devra être signée par les parties dans chaque cas, et cette entente deviendra partie intégrante du présent protocole.
7. Disposition administratives et financières
- 7.1 Dispositions générales
- 7.1.1 Pour les systèmes de données dont la gestion courante sera assurée par le Ministère, ce dernier assumera la totalité des coûts de conception, de développement et de gestion courante.
- 7.1.2 Pour les systèmes de données dont la gestion courante sera assurée par la CRÉPUQ, le Ministère financera, à partir de 1984-85, 50% des coûts de développement et de gestion courante approuvés par les parties, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 200 000 \$ pour l'ensemble de ces systèmes.
- 7.1.3 Pour les systèmes conçus et développés par l'une ou l'autre des parties en dehors du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires, la totalité des coûts de conception, de développement et de gestion courante sera à la charge exclusive de la partie qui aura pris l'initiative de les concevoir et de les développer.
- 7.1.4 La contribution annuelle du Ministère au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ assurera la gestion courante comprendra sa participation au financement de l'ensemble des coûts engendrés par tous les aspects de l'informatique. Ces coûts seront prévus dans les plans annuels et dans les plans triennaux dont il est fait état ailleurs dans le présent protocole.
- 7.1.5 À partir de l'exercice 1985-86, l'évaluation des plans triennaux soumis par les parties au Comité de coordination pourra donner lieu à des recommandations de ce dernier au Ministère et à la CRÉPUQ quant au niveau de l'enveloppe annuelle à consacrer par les parties aux fins de la réalisation du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires.
- 7.1.6 Aux fins de la présente entente, l'année est celle de l'exercice financier du gouvernement du Québec, soit celle qui va du 1er avril d'une année civile au 31 mars de l'année civile qui suit.

7.2 Dispositions particulières relatives aux systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable.

7.2.1 Pour l'année 1984-85.

7.2.1.1 Le comité de coordination demande à chaque comité conjoint de gestion de déposer un rapport prévisionnel selon les modalités définies à l'annexe 2 du présent protocole.

7.2.1.2 La CRÉPUQ, à la lumière des rapports prévisionnels des comités conjoints, des estimés de coûts de base et de développement ainsi que des orientations de développement privilégiées par le comité de coordination, déposera auprès du comité de coordination, ses prévisions budgétaires relatives aux systèmes de données dont elle est responsable, et cela au plus tard le 30 avril 1984.

7.2.1.3 Les parties mettront tout en oeuvre pour en arriver à une entente sur le montant total de la participation du Ministère au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable au plus tard le 15 mai 1984. Mais elles n'excluent pas qu'elles ne puissent respecter cette échéance.

7.2.1.4 Si une entente intervient au plus tard le 15 mai 1984, le Ministère fera un 1er versement de 100 000 \$ à la CRÉPUQ au plus tard le 31 mai 1984. Si aucune entente n'intervient avant le 16 mai 1984, c'est une avance de 50 000 \$ que le Ministère fera à la CRÉPUQ avant le 31 mai 1984.

7.2.1.5 Si c'est un 1er versement de 100 000 \$ que le Ministère fait à la CRÉPUQ au mois de mai 1984, il fera le 2e versement dans le mois qui suivra le dépôt par la CRÉPUQ au Ministère d'un Rapport sur les dépenses encourues au cours des six premiers mois de l'année. La CRÉPUQ déposera ce rapport le 31 octobre 1984. Le Ministère fera son 2e versement au plus tard le 30 novembre 1984. Ce 2e versement sera égal au solde du montant total de sa participation au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable moins le montant du 1er versement.

7.2.1.6 Si c'est une avance de 50 000 \$ que le Ministère fait à la CRÉPUQ au mois de mai 1984, une entente entre le Ministère et la CRÉPUQ sur le montant total de la participation du Ministère au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable devra intervenir avant que le Ministère ne verse d'autres sommes à la CRÉPUQ. Pareille entente devra intervenir au plus tard le 30 septembre 1984. Dès qu'une entente interviendra, l'avance de 50 000 \$ faite au mois de mai 1984 sera portée à 100 000 \$ et considérée comme un 1er versement selon les modalités prévues à 7.2.1.5.

- 7.2.1.7 Les prévisions budgétaires de la CRÉPUQ comprendront une provision relative au transfert du système de données sur le personnel enseignant du Ministère à la CRÉPUQ. Les parties pourront, au cours de l'année 1984-85 et même si une entente est déjà intervenue entre elles sur les prévisions budgétaires de la CRÉPUQ relatives aux systèmes de données dont celle-ci est responsable, s'entendre sur l'opportunité de réviser ces prévisions et cette provision pour tenir compte d'une ré-évaluation des coûts de transfert du système ou des coûts de développement que des décisions prises d'un commun accord à l'égard de ce système de données pourraient entraîner.
- 7.2.2 Pour l'année 1985-86 et les années subséquentes
- 7.2.2.1 Le comité de coordination demande à chaque comité conjoint de gestion de déposer un plan triennal et un plan annuel de développement selon la méthodologie convenue entre les parties.
- 7.2.2.2 La CRÉPUQ, à la lumière des recommandations et des orientations de développement privilégiées par le comité de coordination, présentera, pour chaque système dont elle assure la gestion courante ses prévisions budgétaires pour le nouvel exercice au comité de coordination, un mois avant le début de celui-ci, soit au plus tard le 28 février.
- 7.2.2.3 Les parties concluront une entente sur le montant total de la participation du Ministère au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable dans les dix semaines qui suivront le dépôt de ses prévisions budgétaires par la CRÉPUQ, soit au plus tard le 15 mai suivant.
- 7.2.2.4 Le Ministère fera le 1er versement à la CRÉPUQ le 31 mai suivant. Ce versement sera égal à 50% du montant total de la participation du Ministère au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable.
- 7.2.2.5 Le Ministère fera le 2e versement dans le mois qui suivra le dépôt par la CRÉPUQ au Ministère d'un rapport sur les dépenses encourues au cours des six premiers mois de l'année. La CRÉPUQ déposera ce rapport au plus tard le 31 octobre de l'année en cours. Le Ministère fera son 2e versement au plus tard le 30 novembre suivant. Ce 2e versement sera égal au solde du montant total de sa participation au financement des systèmes de données dont la CRÉPUQ est responsable moins le montant de son 1er versement.

8. Modifications au présent protocole d'entente:

Les parties pourront, d'un commun accord, apporter des modifications aux dispositions contenues dans le présent protocole d'entente. On tiendra compte, dans le cas échéant, des dispositions prévues dans la Loi 65.

9. Durée du présent protocole d'entente:

Le présent protocole d'entente entrera en vigueur le jour de sa signature.

Il demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'une des parties n'avisera pas l'autre, par un écrit expédié à l'autre par poste recommandée, de son intention de s'en retirer. Le cas échéant, c'est un an à l'avance que pareil avis devra être donné.

APPROUVÉ ET SIGNÉ LE

30 mars 1984

Claude Hamel
CRÉPUQ

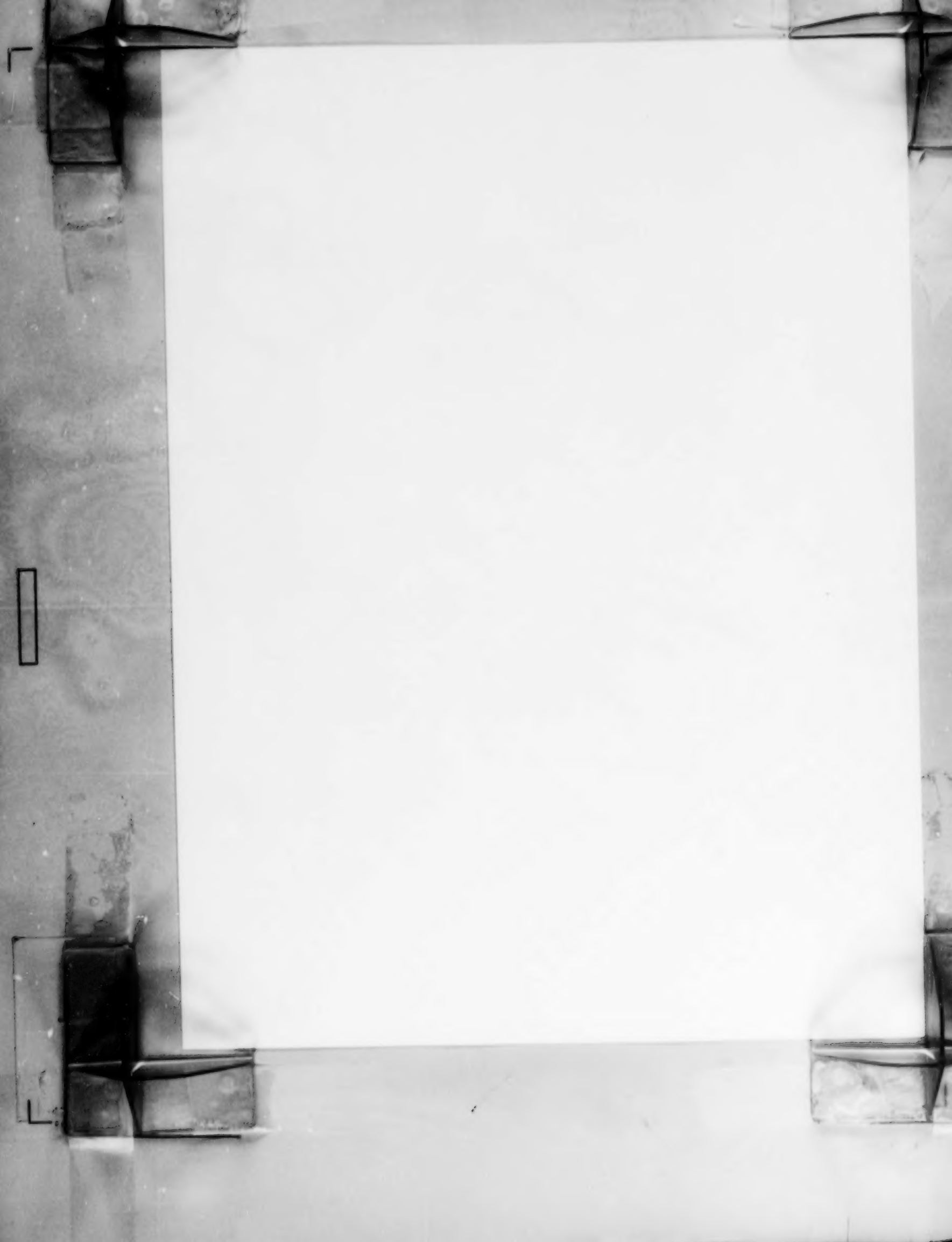
Pierre Lucier
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Richard Pérusse
TÉMOIN

Michèle Fortin
TÉMOIN

ORIGINAL SIGNÉ

9.1.2 - SCHEMA DE DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES
DE DONNEES SUR LE RESEAU UNIVERSI-
TAIRE



1. INTRODUCTION

Au début des années '70, dans le cadre d'une vaste opération de développement de l'information de gestion universitaire (opération CESIGU)¹, le ministère de l'Éducation a mis en place plusieurs fichiers d'information sur les activités et ressources des universités. Après avoir abandonné cette opération en 1984, la gestion et le développement des systèmes n'a fait l'objet d'aucun suivi, ni d'aucune évaluation par le Ministère pendant plusieurs années.

Dans son dixième rapport annuel (1978-79), le Conseil des universités soulignait la difficulté de procéder à des opérations d'évaluation et de planification du réseau dans le contexte actuel des données sur le réseau:

"Toutefois, l'absence au niveau central d'un certain nombre de données standardisées, validées et périodiquement mises à jour, s'avère un handicap pour quiconque veut s'engager sérieusement dans une entreprise de planification et de rationalisation des ressources, que ce soit au niveau central ou au niveau d'un établissement particulier."

Procédant d'un même diagnostic, le plan d'action gouvernemental sur la recherche scientifique, un projet collectif, et l'annonce ministériel sur l'avenir des universités² affirment la nécessité pour le Ministère et le Conseil des universités de disposer des informations nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités, de même que l'intention du Ministère de faire connaître aux universités la nature et le mode de présentation des données nécessaires.

Depuis deux ans, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires s'est engagée dans un processus d'évaluation des systèmes actuels en fonction de ses besoins d'information ainsi que de ceux des autres organismes intéressés à l'enseignement et à la recherche universitaires et a procédé à la création d'un système de recensement des clientèles et des activités universitaires (RECU).

Lors des discussions avec les universités portant sur la création de RECU, les représentants du Ministère ont indiqué aux universités qu'un schéma de développement d'ensemble des systèmes d'information leur serait soumis, qui spécifierait la configuration générale des systèmes d'information à maintenir ou à développer dans l'avenir, les principes devant guider leur développement et les modalités de gestion de ce développement basées sur un partage des responsabilités entre les universités et le Ministère.

Le présent document constitue ce schéma de développement auquel le Ministère propose aux universités de s'associer. Il s'inspire des orientations, en matière de coordination du réseau, formulées par le Ministre dans son énoncé "L'avenir des universités québécoises" (3 février 1981) et au cours des ateliers de consultation sur la politique des universités québécoises. Il constitue un élément du plan d'action ministériel et représente une condition essentielle, bien qu'instrumentale, à la réalisation des objectifs de coordination du réseau dans un cadre de concertation.

- 1 Comité d'élaboration des systèmes d'information de gestion universitaire.
- 2 Ministre de l'Éducation - L'avenir des universités québécoises: Vers une politique des universités (3 février 1981).

2. ANALYSE DE LA SITUATION

2.1 État des systèmes existants

Le diagnostic général qui affirme qu'il existe peu d'informations quantitatives sur le réseau universitaire doit être nuancé. Il existe une masse importante d'informations contenues dans plusieurs fichiers et systèmes d'information transmis à divers organismes centraux, principalement au ministère de l'Éducation, à Statistique Canada et à la Conférence des recteurs et pour lesquels les universités doivent consacrer des ressources non négligeables. Ainsi, les universités transmettent annuellement les formulaires et fichiers d'information qui suivent:

Ministère de l'Éducation

- Deux formulaires de données sur les clientèles
- Relevé des activités d'enseignement (RAE)
- Données sur les clientèles dans les programmes de formation des maîtres
- Formulaire financier portant sur les revenus, dépenses et personnels
- Fichier de la Caractérisation des masses salariales et du personnel professionnel (CMS)
- Fichier sur les activités de recherche (RECH)
- Inventaire des locaux (ILUQ)
- Relevé des diplômes décernés (par la DEED)
- Relance des diplômés sur le marché du travail (à tous les deux ans)
- Brochure Accueil spécifiant les prérequis académiques donnant accès aux divers programmes universitaires
- Système des Bulletins cumulatifs uniformes

Statistique Canada (avec la collaboration de l'AUCC et de l'ACPAU)

- Données sur les clientèles (SISCU)
- Données sur les diplômés
- Données sur les revenus et dépenses

Conférence des recteurs

- Système de données sur les admissions
- Système de données sur les personnels de soutien

Toutefois, de façon générale, l'utilisation qui est faite de ces systèmes n'est pas proportionnelle aux coûts de développement et de fonctionnement qu'ils représentent pour les établissements, le Ministère et les autres organismes responsables de la mise à jour de l'information. On peut retracer plusieurs causes à cet état de fait.

Le développement et le fonctionnement annuel de chaque système se sont réalisés sans plan d'ensemble, d'une manière indépendante les uns des autres ou d'un organisme responsable à un autre. Au-delà des problèmes de partage des responsabilités et des ressources à l'intérieur même du Ministère, le manque de concertation entre le Ministère et les universités, et le manque d'intérêt de celles-ci pour l'existence même d'ensembles de données organisées et standardisées sur le réseau, ont conduit à un développement anarchique et incohérent des systèmes d'information.

L'évaluation des systèmes existants par rapport aux besoins nous porte à conclure que c'est moins la pertinence générale des informations demandées qui est en cause que la piètre efficacité des systèmes à recueillir et valider ces informations et à les diffuser rapidement sous des formes utiles pour les opérations de gestion et de planification.

Si d'une part, plusieurs universités se contentent souvent de transmettre des données sans préoccupation de leur exactitude ou encore avec des retards pouvant aller jusqu'à une ou deux années dans certains cas, le Ministère, d'autre part, s'est peu préoccupé d'évaluer et d'ajuster les systèmes et formulaires pour réduire la tâche des établissements. De plus, la diffusion qu'il a faite des données a été nettement en deça des possibilités techniques des systèmes existants, malgré leurs déficiences.

Le fait que les différents fichiers utilisent des nomenclatures et des systèmes de classification et de définition souvent distincts constitue une lacune systémique fondamentale, qui limite les possibilités d'interrelation des données nécessaires aux actions de planification et de rationalisation.

Ce diagnostic d'ensemble devra conduire le Ministère à baser le développement futur des fichiers d'information sur des principes élémentaires de cohérence systémique et sur des règles bien définies de coordination et de concertation, tout en prenant avantage des systèmes existants et des actions déjà engagées.

2.2 Les actions déjà engagées

En effet, plusieurs actions ont été engagées au cours des deux dernières années dans le but de rationaliser le développement et le fonctionnement des systèmes.

Évaluation

Elles l'ont été sur la base du principe que le développement ou la modification des systèmes d'information doit reposer sur une évaluation des besoins des usagers et une évaluation de l'efficacité des systèmes existants à répondre à ces besoins. Les ensembles d'information suivants ont été ou sont actuellement objet d'évaluation et de développement:

ENSEMBLE DES DONNÉES	ÉVALUATION	DÉVELOPPEMENT
Clientèles et activités d'enseignement	Complétée	En cours (RECU)
Admission: -statistiques	Complétée	En cours (à la CREPUQ)
-gestion BCU	Complétée	En cours
Personnel	Complétée	À venir
Finances	En cours	-
Recherche	En cours	-
Relance des diplômés	Complétée	En cours

Partage des responsabilités

En procédant à ces nouveaux développements, le Ministère a pris soin d'associer les universités à sa démarche et de partager avec elles la responsabilité de gestion des systèmes. C'est ainsi que:

- la gestion du système RECU a été confiée à un comité conjoint MEQ/Universités/Conseil des universités;
- la gestion du nouveau système sur les statistiques d'admission a été placée sous la responsabilité de la Conférence des recteurs;
- le Ministère a proposé aux universités d'assurer collectivement la responsabilité de gestion du centre unique de transmission des bulletins cumulatifs uniformes (BCU) des étudiants des collèges qui font une demande d'admission à l'université;
- le ministre, dans un mémoire transmis au Comité ministériel des négociations¹ propose que l'actuel fichier sur la caractérisation des masses salariales (CMS) soit remplacé par un nouveau système de données sur les personnels dont le développement serait confié à un comité conjoint MEQ/Universités et la structure d'accueil à la Conférence des recteurs, lieu naturel de concertation des universités en matière de négociations collectives;
- un comité conjoint MEQ/Universités a été mis sur pied pour procéder à l'évaluation et au développement du formulaire de données sur les revenus et dépenses des universités;
- le Ministère a invité le Comité des affaires académiques de la Conférence des recteurs à réviser la table de classification des disciplines d'enseignement et de recherche (CLARDER) et à être le gestionnaire unique de cette table pour tous les systèmes d'information qui l'utilisent;
- le Ministère a créé un comité conjoint MEQ/Universités pour superviser le développement et la réalisation de l'enquête "Relance des diplômés".

Diffusion des données

Considérant que les données sur les universités recueillies par le Ministère sont du domaine public, en autant que la confidentialité des dossiers personnalisés est assurée, le Ministère a élargi la diffusion de ces données. Aussi, pour la première fois, les données statistiques détaillées sur les activités de recherche et celles sur les revenus et dépenses de fonctionnement de chaque université ont été diffusées largement au cours de la dernière année. Le Ministère entend faire de même pour les données sur les clientèles au cours des prochains mois. Par ailleurs, afin de rendre accessibles les principales données à un éventail varié d'organismes et de personnes intéressées aux activités universitaires et afin de leur permettre de connaître les données les plus récentes sur les principaux paramètres du réseau, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires diffusera, à partir de janvier 1982, sous forme d'un bulletin statistique produit à intervalle régulier, de brèves synthèses descriptives sur l'évolution et la situation des clientèles, ressources et activités des universités québécoises.

¹ Mémoire du Ministre de l'Éducation - Orientations et stratégies d'intervention du Ministère de l'Éducation en matière de négociation des conventions collectives dans les universités.
1982.01.22

3. PRINCIPES DIRECTEURS DEVANT GUIDER LE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION SUR LE RÉSEAU

Toutefois, considérant la nécessité imposée par la nouvelle conjoncture économique de procéder à une véritable coordination du réseau à l'aide de données d'information adéquates, la poursuite du développement des systèmes d'information devra se faire à partir d'un corps de principes directeurs et de modalités d'action, sur lequel le Conseil des universités sera invité à donner son avis et sur lequel un consensus devra rapidement être réalisé entre le Ministère et les universités. Les circonstances nous invitent à aller au-delà des actions ponctuelles et à indiquer les orientations et le sens du développement que l'on doit réaliser en matière de données sur le réseau universitaire.

3.1 Premier principe directeur: la pertinence de l'information et des systèmes de données pour la planification d'un réseau essentiellement décentralisé ne peut être mise en cause

Le premier principe devant guider le développement des systèmes de données c'est d'abord la reconnaissance par tous les partenaires de la pertinence d'une information standardisée sur les ressources et les activités d'un réseau d'établissements, dont la plus grande partie du soutien financier est public et dont les missions sont essentielles au développement de la collectivité.

Ce principe découle d'abord de l'obligation pour les établissements et pour l'appareil gouvernemental de rendre compte aux citoyens de l'utilisation qui est faite des deniers publics alloués à la mission universitaire.

Mais la pertinence de l'information sur les activités des universités dépasse la reddition de comptes. L'efficacité des actions de coordination d'un réseau d'établissements autonomes dont la planification d'ensemble est caractérisée par le partage des responsabilités entre le Ministère, le Conseil des universités et les établissements appelle l'existence d'outils de base communs.

La création de systèmes de données quantitatives sur les activités et les ressources ne préjuge pas du type de coordination et des modes de planification du réseau. Essentiellement neutres, les systèmes de données sur le réseau doivent être considérés comme des instruments de base devant permettre aux divers organismes de mieux réaliser leurs objectifs, dans le cadre de leurs responsabilités respectives. C'est là une condition essentielle à une gestion décentralisée et éclairée de la mission universitaire.

Ce premier principe en appelle évidemment d'autres, en ce qui concerne la coordination des systèmes et l'accès aux données.

3.2 Deuxième principe directeur: l'objectif recherché est de développer des systèmes de données sur le réseau et non des systèmes "collectifs" de gestion institutionnelle

L'existence de systèmes de données standardisées sur le réseau n'est pas contraire au caractère décentralisé de la planification du réseau, ni avec la reconnaissance de l'autonomie de gestion de chaque établissement, en autant que le développement et la gestion même des systèmes d'information s'inspirent des principes fondamentaux qui régissent le fonctionnement du réseau universitaire québécois.

Le développement de systèmes de données sur les activités et les ressources des universités québécoises vise à soutenir les actions de planification et de coordination de ce réseau et à permettre à chaque établissement de mieux situer ses propres actions de planification institutionnelle à l'intérieur du réseau universitaire.

Il s'agit donc de systèmes de données standardisées sur le réseau, et non de systèmes dits "collectifs" que chaque établissement aurait à utiliser uniformément à des fins de gestion institutionnelle. Les systèmes institutionnels d'information de gestion constituent une responsabilité proprement institutionnelle. Le défi pour le Ministère et les universités consiste donc à développer des systèmes "réseau" qui à la fois répondront aux objectifs d'information qui leur sont assignées et s'alimenteront à même les systèmes de gestion propres à chaque établissement.

En raison du niveau de développement des instruments d'information de gestion fort différent d'un établissement à l'autre, il serait cependant illusoire de penser que l'on puisse réaliser ce défi sans que l'un ou l'autre des établissements universitaires, à propos de l'un ou l'autre des éléments ou systèmes d'information requis au niveau du réseau, ne doive apporter certaines modifications à ses systèmes de données. C'est là un coût propre à un réseau décentralisé.

3.3 Troisième principe directeur: la coordination et la gestion des systèmes sur le réseau doivent prendre appui sur la concertation et le partage des responsabilités

Sur la base des principes qui régissent les rapports du Ministère et des universités en matière de coordination de l'ensemble des activités universitaires, la coordination du développement et la gestion des systèmes de données sur le réseau devront se réaliser par la concertation et le partage des responsabilités entre le Ministère et les universités.

Le partage des responsabilités de développement et de gestion des systèmes de données sur le réseau est parfaitement compatible avec la responsabilité du Ministère d'assurer la cohérence d'ensemble des systèmes et l'accès des données essentielles aux organismes qui participent à la vie universitaire. C'est ce principe d'ailleurs qui a guidé les actions de développement et les décisions du Ministère en matière de données sur les universités au cours des deux dernières années.

Cette orientation de concertation et de partage des responsabilités devra se réaliser à trois niveaux:

- partage de la responsabilité de gestion des structures d'accueil des différents systèmes;
- mise en commun des expertises et concertation quant à la conception et au développement technique de chaque système;
- concertation entre le Ministère et les universités quant aux stratégies de développement de l'information et des systèmes.

L'organisation de cette structure de coordination légère s'inspire des actions déjà entreprises et de la volonté ministérielle d'assurer une véritable coordination du réseau en concertation avec les établissements. Elle ne réduit en rien toutefois la responsabilité fondamentale du Ministère de définir le contenu de la reddition de comptes et de s'assurer que les besoins d'information soient véritablement comblés.

3.4 Quatrième principe directeur: les pratiques de diffusion des données et d'accès aux systèmes de données "réseau" doivent découler du principe que ces données sont du domaine public, sous réserve du droit des citoyens à la confidentialité des données personnelles

En matière de diffusion et d'accessibilité des données, le principe de la confidentialité des dossiers personnalisés a prééminence sur tout autre.

Ce principe respecté, les données sur les établissements doivent être considérées comme étant publiques, sans quoi les conditions de réalisation des objectifs de reddition de comptes, qui découlent du soutien financier public que reçoivent les établissements, et des objectifs de coordination des activités du réseau, ne sauraient être pleinement satisfaites. Les données des systèmes "réseau" ne sont ni la propriété exclusive de l'établissement qui transmet l'information, ni celle de l'organisme responsable de sa cueillette, de sa validation et de sa diffusion.

Il faut établir, d'une part, les règles de base garantissant la confidentialité des dossiers personnels et, d'autre part, celles qui assureront une diffusion efficace et économique des données à tous les organismes et groupes qui exercent une responsabilité dans le fonctionnement du réseau ou qui oeuvrent dans le milieu universitaire.

3.5 Cinquième principe directeur: en raison des coûts qu'engendre la création ou la modification de systèmes de données, le développement devra s'articuler tout à la fois autour des systèmes existants et à partir de règles de cohérence systématique, selon une approche graduelle et un calendrier réaliste

La conjoncture budgétaire qui affecte actuellement les établissements universitaires, de même que les services internes du Ministère, nous invite à procéder à un développement graduel et selon un calendrier réaliste. De fait, la plupart des systèmes d'information sont maintenant en place et, sur un plan strictement opérationnel, l'objectif est d'améliorer leur rendement et leur efficacité.

En effet, des systèmes d'information sur le réseau actuellement en opération couvrent de façon bien variable les grands paramètres suivants:

- données sur les admissions;
- données sur les étudiants et les activités d'enseignement;
- données sur les activités de recherche;
- données sur les ressources humaines;
- données sur les ressources financières;
- données sur les ressources physiques;
- données sur les diplômés.

Toutefois, un développement même graduel des systèmes de données devra se conformer à la nécessité d'introduire certaines règles de cohérence minimale. En effet, des modifications devront être apportées à plusieurs systèmes afin qu'ils utilisent un ensemble unique de tables de classification, de nomenclatures et de définitions pour caractériser les éléments communs aux différents systèmes.

4. LES MODALITÉS D'ACTION

4.1 L'organisation des ensembles d'information

Le développement et l'organisation des systèmes de données sur le réseau seront aménagés autour des grands ensembles d'information suivants:

<u>ENSEMBLES FONCTIONNELS</u>	<u>SYSTÈMES ACTUELS</u> (ou en développement)
<u>Admission</u>	. Statistiques sur les programmes contingents et les admissions . Bulletins cumulatifs uniformes (BCU) . Brochure Accueil (CLESEC)
<u>Clientèles et activités d'enseignement</u>	. RECU (remplacera deux formulaires de clientèles et le fichier des activités d'enseignement (RAE))
<u>Recherche</u>	. Relevé des activités de recherche (RECH)
<u>Ressources humaines et rémunération</u>	. Fichier de la Caractérisation des masses salariales (CMS) . Partie statistique du formulaire financier
<u>Ressources financières</u>	. Formulaire financier
<u>Ressources physiques</u>	. Inventaire des locaux
<u>Diplômés</u>	. Relevé des diplômes décernés . Relance des diplômés sur le marché du travail

Idéalement, pour assurer un développement fonctionnel et économique des systèmes de données, il faudrait qu'un même objet d'information soit traité par un seul système et que la gestion courante d'un système soit sous la responsabilité de l'organisme qui en fait l'usage le plus courant à des fins de gestion.

Pratiquement, ceci signifie que les principales actions de développement seront les suivantes:

- le système de données sur les admissions, géré actuellement par la CREPUQ, le système des BCU et la brochure Accueil, dont la production relève du Ministère, seront développés comme un ensemble fonctionnel localisé dans un même organisme d'accueil;

- le relevé des activités d'enseignement et les deux formulaires de clientèles actuels devront être abandonnés dès que RECU sera opérationnel;
- le formulaire financier devra faire l'objet d'une évaluation systématique et éventuellement d'un développement informatique;
- les données sur les personnels, qui font l'objet d'une double cueillette dans le cadre de la CMS et du formulaire financier, devront être regroupées dans un nouveau système de données;
- le relevé des diplômés devra être abandonné à moyen terme, au profit de l'ajout d'un élément d'information supplémentaire dans le système RECU;
- une meilleure harmonisation devra être réalisée entre l'enquête nationale auprès des diplômés sur le marché du travail (Relance) et les multiples relances réalisées dans les établissements;
- une entente devra être prise avec Statistique Canada pour qu'elle alimente ses systèmes de données sur les clientèles et les finances à partir de ceux développés conjointement par le Ministère et les universités.

Par ailleurs, la structure de coordination et de gestion des grands ensembles de données sur le réseau se fondera sur la concertation et le partage des responsabilités.

4.2 Les structures d'accueil des systèmes

En premier lieu, le Ministère n'entend pas être la structure d'accueil unique de tous les systèmes de données sur le réseau. Les opérations de gestion courante de certains systèmes - soit les fonctions de cueillette, de validation et de diffusion des données - peuvent être sous la responsabilité collective des universités, par le biais de la Conférence des recteurs. La décision de localiser un système de données dans l'une ou l'autre structure d'accueil pourra se faire sur la base d'un critère d'efficacité, en situant un système d'information sous la responsabilité de l'organisme qui en fait la plus grande utilisation à des fins de gestion administrative.

Compte tenu de la responsabilité des universités de gérer le processus d'admission et de négocier les conventions collectives, et compte tenu de leur responsabilité collective d'harmoniser leurs politiques et pratiques en ces matières, il conviendrait que la Conférence des recteurs assume la gestion courante¹ des ensembles de données et systèmes de gestion "réseau" concernant les admissions et les personnels.

Par ailleurs, en raison de sa responsabilité dans l'attribution des subventions de fonctionnement et d'investissements au réseau universitaire, de l'obligation pour l'État de vérifier l'utilisation qui est faite de ces subventions et de sa responsabilité générale d'évaluer l'état de l'accessibilité du réseau, le niveau et les besoins de formation de la population, l'état et les besoins du développement scientifique, le ministère de l'Éducation conserverait la responsabilité de gestion courante des autres ensembles de données.

¹ Par gestion courante, on entend la gestion des fonctions de cueillette, de validation et de diffusion des données.

4.3 Les structures de développement

À un niveau intermédiaire, la conception et le développement de chaque système seront confiés à des comités conjoints de gestion, composés de représentants des universités, du Ministère et du Conseil des universités, selon un modèle semblable à celui du système RECU.

Par son expertise, chaque comité aura la responsabilité de proposer les meilleures approches techniques au développement ou à la révision d'un système de données dans le but d'atteindre au meilleur coût les objectifs d'information assignés à un système.

De plus, le comité conjoint de gestion supervisera les opérations courantes de cueillette, de validation et de diffusion des données assumées par la structure d'accueil d'un système. Les comités conjoints de gestion ont la responsabilité d'évaluer l'efficacité du fonctionnement des systèmes.

La présence d'un représentant du personnel permanent du Conseil des universités sur les comités de gestion lui permettra d'être mieux informé des données disponibles et de faire connaître ses besoins opérationnels d'information récurrente.

4.4 La structure de concertation

La cohérence d'ensemble du développement des différents systèmes sera assurée par un comité de concertation MEQ/Universités, composé de représentants des universités désignés par la Conférence des recteurs et de représentants du Ministère, soit la sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur, le Directeur général de l'enseignement et de la recherche universitaires et le Directeur des études et du développement de la DGERU.

Structure légère de concertation, ce comité constitue une table de discussion et d'échanges permettant au Ministère et aux universités d'établir les stratégies de développement de l'un ou l'autre système.

L'existence de cette structure de concertation ne réduit en rien toutefois la responsabilité de l'État de s'assurer que le ministère de l'Éducation, le Conseil des universités et les autres organismes, groupes ou associations intéressés au développement du réseau universitaire, disposent des données de base nécessaires à l'exercice de leur mandat respectif.

4.5 La gestion des tables de classification et de codification

L'efficacité de fonctionnement des systèmes exigent des règles minimales de cohérence quant à la gestion des tables de classification et de codification des éléments communs à plusieurs systèmes.

La règle de base est que pour un même élément d'information identifié dans plus d'un système, on utilise:

- une seule définition de l'élément;
- une seule table de classification et de codification pour caractériser cet élément.

Les tables de classification et de codification sont de fait des sous-systèmes fonctionnels qui permettent d'éviter de répéter dans chaque système certaines informations ou qui permettent de faire des interrelations entre des éléments appartenant à des systèmes distincts.

Parmi les tables de classification en usage dans plusieurs systèmes, les principales sont les suivantes:

- codes d'identification des établissements;
- codes d'identification des unités et sous-unités administratives;
- codes d'identification des pays;
- codes d'identification des municipalités;
- codes d'identification des programmes de l'établissement;
- codes d'identification des disciplines (CLARDER).

La gestion de ces tables pourra se faire selon les règles suivantes:

1. Tables uniques pour tous les établissements et pour tous les systèmes:

- la table d'identification des établissements, la table d'identification des pays et la table d'identification des municipalités seront gérées et mises à jour par le Ministère; chaque établissement utilisera ces tables "réseau" dans tous leurs fichiers de transmission aux systèmes centraux;
- la table de classification des disciplines d'enseignement et de recherche (CLARDER) permet de caractériser les activités d'enseignement, les activités de recherche et le domaine de formation du personnel enseignant; la gestion de cette table sera la responsabilité de la Conférence des recteurs.

2. Tables uniques pour tous les systèmes propres à chaque établissement:

Les tables d'identification et de codification des disciplines de programmes et d'identification des unités administratives sont propres à chaque établissement, donc la gestion de ces tables est leur responsabilité individuelle. Toutefois, d'un système à l'autre, l'établissement devra utiliser la même table d'identification et de codification.

4.6 Les règles de confidentialité

En matière d'accès aux données d'information, le principe de la confidentialité des dossiers personnels a prééminence sur tout autre.

La manière la plus efficace d'assurer le respect de ce principe est de faire en sorte que les transactions d'information entre les établissements et les systèmes centraux d'information portent sur des dossiers anonymes. D'ailleurs, la gestion des dossiers académiques des étudiants et des dossiers sur les personnels est une responsabilité des établissements, de sorte qu'il n'y a pas lieu que les systèmes "réseau" identifient les personnes. Actuellement, les fichiers RECU (clientèles) et CMS (personnels) véhiculent des dossiers individuels anonymes. Le Ministère entend faire de cette pratique une règle générale de gestion de tous les systèmes de données provenant des universités.

Toutefois, toute transaction d'information entre le Ministère et les universités, qui exceptionnellement requerra l'identification des individus, ne pourra se faire que dans la mesure où elle ne pourra pas préjudice aux individus et où elle aura fait l'objet d'un protocole d'entente qui en limiterait l'usage aux seules fins spécifiques pour lesquelles l'information a été requise. Cette pratique est déjà en vigueur dans le cas du système des bulletins cumulatifs uniformes par

les établissements, pour des raisons d'efficacité administrative et d'équité dans le traitement des candidatures à l'admission, demandent au Ministère de leur transmettre les résultats scolaires de chaque candidat provenant des collèges.

4.7 Les règles de financement

Tel que le veut la pratique habituelle, les coûts institutionnels liés à la préparation et à la transmission de formulaires et de fichiers de transmission par les établissements sont à la charge de ceux-ci.

Les coûts d'opération courante d'un système central - soit ceux reliés aux opérations habituelles de cueillette, de validation et de diffusion sont pris en charge par la structure d'accueil du système. Cette règle découle du fait que la structure d'accueil est le principal usager qui bénéficie du système.

Les coûts de développement d'un nouveau système et les coûts de transfert d'un système, d'une structure d'accueil vers une autre structure d'accueil, pourront bénéficier d'un soutien financier de la part du Ministère.

4.8 Les règles d'accès et de diffusion

Au-delà de la confidentialité des dossiers individuels, les données des systèmes "réseau" appartiennent, en principe, au domaine public. Toutefois, l'accès aux données doit être régi par des règles d'efficacité et de contrôle des coûts.

En premier lieu, pour chaque système de données, la structure d'accueil responsable de son fonctionnement aura l'obligation de produire annuellement et de diffuser largement un ensemble systématique détaillé de données recueillies par le système.

En second lieu, des productions de données supplémentaires pour répondre à des demandes particulières devront être effectuées à l'intérieur d'une limite pratique des coûts. Pour tout système monté sur support informatique, l'organisme responsable du fonctionnement du système devra produire et tenir à jour un recueil des divers programmes d'exploitation du système.

En troisième lieu, l'organisme responsable de la gestion courante d'un système devra pouvoir mettre à la disposition d'autres organismes utilisateurs des extraits informatisés (copie de fichier ou de partie de fichier) des banques de données, afin de leur permettre de répondre à leurs propres besoins d'exploitation des données. C'est là une avenue que permet la technologie de l'informatique et des systèmes de données et qui transfère sur les usagers la responsabilité des coûts d'exploitations particulières, tout en leur permettant d'avoir accès à la plus grande quantité possible d'informations disponibles.

4.9 Les règles de vérification

Au-delà des règles habituelles de validation et de cohérence des données qui découlent de toute gestion responsable d'un système de données, les exigences de la reddition de comptes en matière de finances publiques appellent des règles particulières de vérification comptable de certains éléments d'information qui sont utilisés pour l'attribution des subventions publiques.

Les éléments d'information sujets à la vérification sont déterminés par les règles budgétaires qui régissent l'attribution des subventions de fonctionnement et d'investissements.

L'identification des éléments sujets à la vérification externe est la responsabilité du Ministère. C'est sa responsabilité aussi d'établir les critères minimaux d'un mandat de vérification. Par ailleurs, les établissements ont la responsabilité de faire certifier la valeur des informations transmises selon ces critères.

5. CONCLUSION

En procédant à une révision graduelle des systèmes d'information actuels et en réaménageant les responsabilités et les règles de gestion de ces systèmes selon les orientations et les modalités d'action proposées dans le présent schéma de développement, le Ministère et les universités réussiront à se doter conjointement d'instruments communs d'information permettant de réaliser une meilleure coordination de la mission universitaire. Ce schéma fonde son action sur la concertation et le partage des responsabilités entre le ministère et les universités. Cette action ne pourra donc être efficace que dans la mesure où les partenaires concernés y participent pleinement.

9.1.3 - MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNE-
MENT DU COMITE DE COORDINATION ET
DES COMITES CONJOINTS DE GESTION

MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT

DU COMITÉ DE COORDINATION

ET DES COMITÉS CONJOINTS DE GESTION

1. Comité de coordination

1.1 Le Comité voit à :

- L'application, la modification et la mise à jour du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires. Il peut donner un avis sur l'opportunité d'apporter des modifications au protocole relatif à la mise en application du Schéma;
- la détermination des stratégies de développement et d'implantation des systèmes de données;
- la supervision des travaux des comités conjoints de gestion: réception et évaluation de leurs rapports prévisionnels, triennaux, annuels et d'étape, et des comptes rendus de leurs réunions; approbation de leur mandat, de leur plan de travail et de leur échéancier;
- l'expression d'avis et de recommandations sur les évaluations de coûts de gestion courante et de développement faites par le Ministère, la CREPUQ et, dans certains cas, les comités conjoints de gestion;
- l'étude de toute question portée à son attention et la transmission des recommandations exigées par les circonstances aux instances appropriées de décision;
- l'approbation des modifications majeures aux systèmes de données ainsi que des projets de développement de nouveaux systèmes de données.

1.2 Les modalités de fonctionnement du Comité de coordination seront établies d'un commun accord entre les membres du Comité.

1.3 Les comptes rendus des réunions du Comité de coordination et toute la documentation afférente seront disponibles à tous les partenaires des établissements selon des modalités à établir par le Comité de coordination.

1.4 Les réunions du Comité de coordination sont privées. Ses membres peuvent cependant demander que les présidents des comités conjoints de gestion et toute autre personne dont la présence pourrait s'avérer utile ou nécessaire soient invités à participer à l'une ou l'autre de ses réunions.

1.5 Le comité de coordination tiendra au moins deux réunions annuellement. Il pourra se réunir, au besoin, plus souvent. Sa présidence étant assurée par le Ministère, c'est celui-ci qui voit à faire les convocations aux réunions.

2. Comités conjoints de gestion:

2.1 Le mandat, le plan de travail et les échéanciers de chaque comité conjoint devront être approuvés par le Comité de coordination.

2.2 Les comités conjoints feront régulièrement rapport au Comité de coordination sur l'état de leurs travaux.

2.2.1 Pour l'année 1984-1985, ils soumettront au Comité de coordination, au début de l'année, un rapport prévisionnel sur la forme duquel le Ministère et la CREPUQ se seront préalablement entendus et dans lequel ils feront le point sur l'état de développement de chaque système, sur les développements à prévoir au cours de l'année et, s'il y a lieu, sur les coûts que ces développements pourront entraîner au cours de l'année. La documentation complète de chaque système de données (la conception administrative, l'analyse fonctionnelle, le manuel de procédures, un guide d'utilisation des différents extrants du système, une copie des fichiers) devra être jointe à ces rapports.

Pour l'année 1985-1986 et les années subséquentes, ce rapport prévisionnel prendra la forme d'un plan triennal sur la forme duquel le Ministère et la CREPUQ se seront préalablement entendus et qui comportera, pour chaque année du plan, une description des travaux de caractère récurrent qui devront être réalisés et une prévision des développements, ainsi que, s'il y a lieu, une évaluation des coûts de base et de développement. Les comités conjoints de gestion déposeront leur plan triennal au Comité de coordination au plus tard un mois avant le début du plan.

2.2.2 À la fin de chaque année et au plus tard le 30 avril de l'année qui suit, les comités conjoints déposeront au Comité de coordination un rapport annuel qui comprendra, pour chaque système de données, une évaluation des travaux réalisés au cours de l'année écoulée, un état de leur développement et, s'il y a lieu, une révision de leurs coûts de base et de développement. Une mise à jour de la documentation du système de données devra être jointe au rapport annuel de chaque comité conjoint de gestion.

2.2.3 En cours d'année et au plus tard le 30 septembre, les comités conjoints déposeront au Comité de coordination un rapport d'étape sur les travaux en cours.

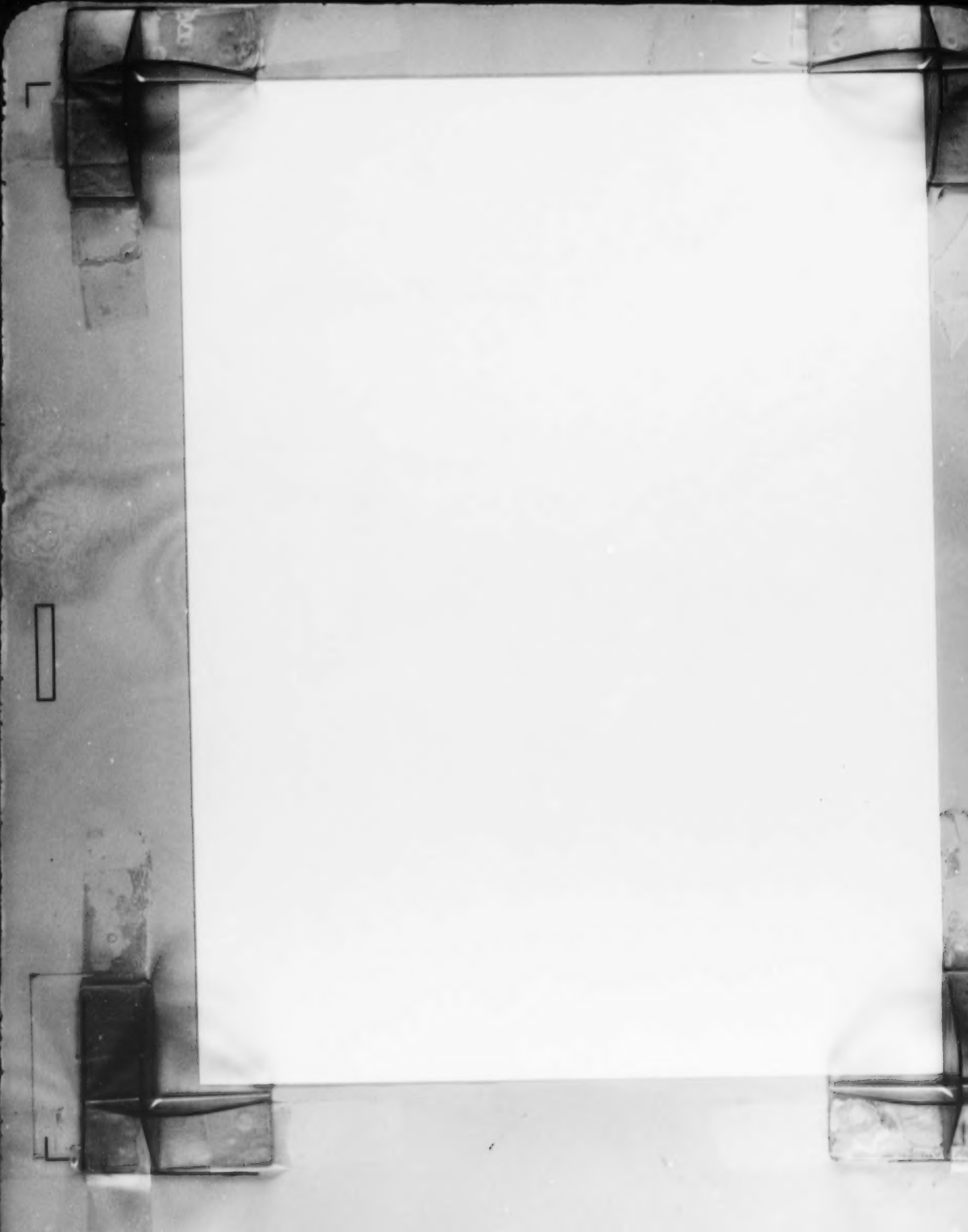
2.3 Les modalités de fonctionnement des comités conjoints seront établies d'un commun accord entre leurs membres.

2.4 Le président d'un comité de gestion est nommé, sur proposition de l'organisation responsable du système de données concerné, par le Comité de coordination.

2.5 Les comptes rendus des réunions des comités conjoints de gestion et toute la documentation afférente seront disponibles à tous les partenaires des établissements selon des modalités à établir par le Comité de coordination.

2.6 Les comités conjoints de gestion se réuniront aussi souvent que nécessaire.

9.1.4 - RÈGLES DE COHÉRENCE, D'ACCÈS, DE
PRODUCTION ET DE DIFFUSION DES DON-
NÉES



RÈGLES DE COHÉRENCE,
D'ACCÈS DE PRODUCTION
ET DE DIFFUSION DES DONNÉES

1. En matière de gestion des tables de classification et de codification des éléments communs à plusieurs systèmes, la règle de base sera que, pour un même élément d'information identifié dans plus d'un système, on utilisera:
 - Une seule définition de l'élément;
 - une seule table de classification et de codification pour caractériser cet élément;
2. La gestion de ces tables se fera dans un cadre de partage des responsabilités selon les modalités suivantes:
 - 2.1 La table d'identification des établissements, la table d'identification des pays et celle des municipalités seront gérées et mises à jour par le ministère de l'Éducation; chaque établissement utilisera ces tables uniques dans tous ses fichiers de transmission aux systèmes centraux;
 - 2.2 La table de classification des disciplines d'enseignement et de recherche (CLARDER) sera gérée et mise à jour par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec;
 - 2.3 Les tables d'identification et de codification des programmes et des unités et sous-unités administratives seront gérées et mises à jour par chaque établissement universitaire. Toutefois, d'un système à l'autre, chaque établissement devra utiliser une même table d'identification et de codification;
 - 2.4 Si de nouvelles tables s'ajoutent pendant la durée de ce protocole avec l'approbation du Comité de coordination, ledit Comité devra convenir de l'entité qui sera responsable de leur gestion et de leur mise à jour;
3. En matière d'accès aux données d'information, le principe de la confidentialité des dossiers personnels aura prééminence sur tout autre.

Toute transaction d'information entre les universités et les systèmes centraux requerra l'identification des individus dans la mesure où elle ne portera pas préjudice aux individus et qu'elle aura fait l'objet d'un protocole d'entente limitant l'usage aux seules fins spécifiques pour lesquelles l'information a été requise, et dans le respect des dispositions de la Loi 65.

4. Au-delà de la confidentialité des dossiers individuels, les données des systèmes sur les établissements universitaires appartiennent, en principe, au domaine public. Les règles suivantes seront appliquées:

4.1 Pour chaque système de données, l'organisation responsable de la gestion courante aura l'obligation de produire annuellement et de diffuser largement un ensemble systématique détaillé de données recueillies par le système. Cette production devra être approuvée par le Comité de coordination et faire l'objet d'une évaluation de coûts. Cette production sera publique et accessible à toute personne intéressée;

4.2 Au-delà de cette production de données, il sera possible, pour un usager, d'obtenir des exploitations particulières sur les systèmes. Toutefois, à moins de dispositions contraires, le demandeur sera alors sujet à une facturation. La politique et les modalités de cette facturation devront être définies entre les parties impliquées au présent protocole. Si de par sa nature, une demande requiert une exploitation élaborée d'un système donné, nécessitant une charge de travail inhabituelle, elle devra alors être portée à l'attention du Comité conjoint de gestion concerné pour évaluation et avis. Elle devra être soumise à l'attention du Comité de coordination.

4.3 Pour tout système monté sur support informatique, l'organisation responsable du fonctionnement du système devra produire et tenir à jour un recueil des divers programmes d'exploitation du système ainsi que la documentation de support du système;

4.4 L'organisation responsable de la gestion courante d'un système devra être en mesure de mettre à la disposition d'autres usagers des extraits informatisés (copie de fichier ou partie de fichier) des banques de données, afin de leur permettre de répondre à leurs propres besoins d'exploitation de données, sous réserve de la signature d'un protocole et dans le respect des dispositions de la Loi 65.

9.2 - PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LE TRANSFERT
DES BCU*

* BCU: bulletins cumulatifs uniformes

ENTENTE ENTRE LA CONFÉRENCE DES RECTEURS ET
DES PRINCIPAUX DES UNIVERSITÉS, CI-APRÈS APPELÉE

LA CREPUQ

ET

LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA SCIENCE
ET DE LA TECHNOLOGIE, CI-APRÈS APPELÉ

LE MINISTÈRE

OBJET: Transmission électronique des bulletins (B.C.U.)

CONSIDÉRANT QUE la responsabilité de coordination et de concertation pour tout ce qui concerne le système des bulletins (B.C.U.) demeure celle du Comité de liaison enseignement supérieur - enseignement collégial (CLESEC) par le biais du Comité de gestion de la transmission des bulletins (B.C.U.);

CONSIDÉRANT QUE l'opération transmission électronique des bulletins (B.C.U.) aux universités est assurée par la CREPUQ et cela conformément au protocole d'entente relatif à la réalisation du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires;

CONSIDÉRANT QUE, conformément aux dispositions du protocole d'entente relatif à la réalisation du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires, un comité conjoint de gestion des systèmes de données relatifs à l'admission a été formé, au sein duquel le Comité de gestion de la transmission des B.C.U. est représenté;

CONSIDÉRANT QUE la liaison entre le CLESEC et Comité de coordination prévu au schéma se fait par le biais de la présidence de ces deux comités;

CONSIDÉRANT QUE l'Entente entre la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, et le ministère de l'Éducation du Québec, signée le 30 mars 1984 et ayant pour objet la transmission électronique des bulletins (B.C.U.) prévoyait, à l'article 7, que les parties pourraient réviser ladite entente "pour tenir compte des dispositions prévues dans la Loi 65";

Les parties conviennent de ce qui suit:

1. Description du service

1.1 Le Ministère s'engage:

- 1) À réaliser lui-même les opérations relatives à l'extraction des bulletins (B.C.U.) et au calcul des cotes Z à compter de novembre 1984.
- 2) À donner accès à ces données, à la CREPUQ qui doit en faire la demande aux moments prévus dans les calendriers de lectures établis par le Comité de gestion de la transmission des bulletins (B.C.U.).

- 1) À intégrer au système d'information sur les clientèles des collèges (SICC) les opérations décrites ci-haut, qui visent à rendre significatifs les résultats scolaires des élèves du collégial.
- 4) À donner à la CREPUQ, à chaque lecture, toute l'information relative aux collèges en embargo.
- 5) À supporter la programmation actuelle servant au calcul des étalons et des scores Z par groupes-cours depuis la session d'automne 81 et la mise à jour de la documentation.

1.2 La CREPUQ s'engage:

- 1) À prendre charge de la transmission des bulletins (B.C.U.) aux universités, ce qui inclut les opérations suivantes:
 - réception des demandes des universités;
 - transmission des demandes au Ministère;
 - transmission des dossiers aux universités;
 - impression des bulletins non officiels;
 - envoi des bulletins aux candidats;
 - tri des demandes multiples;
 - entretien de la programmation et mise à jour de la documentation.
- 2) À interroger les fichiers du Ministère et à traiter des données fournies par le Ministère par le procédé de traitement en différé.
- 3) À assurer la responsabilité de l'acquisition et de l'entretien des équipements nécessaires.
- 4) À utiliser le réseau de télécommunication du Ministère pour l'accès aux fichiers.

2. Financement

Pour l'année 1984-1985 et les années suivantes, les modalités de partage des coûts sont définies dans un protocole spécifique sur les divers systèmes d'information intitulé: Protocole d'entente relatif à la réalisation du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires.

3. Contrainte technique

Le Ministère se réserve le droit de modifier en tout temps les caractéristiques du système concerné (SICC) par la présente entente. Il s'engage par ailleurs à informer la CREPUQ des modifications techniques à ce système.

Cependant les améliorations qui pourraient être apportées au système des B.C.U. devront recevoir préalablement l'approbation du Comité de gestion de la transmission des B.C.U. Le Comité conjoint de gestion des systèmes de données relatives à l'admission devra être informé de ces modifications et faire rapport au comité de coordination, le cas échéant, sur les répercussions de ces modifications sur les plans triennaux et sur les coûts.

4. Fiabilité de données transmises

Le Ministère s'engage à livrer à la CREPUQ une copie exacte des bulletins des élèves du collégial faisant une demande d'admission à l'université. Le Ministère n'assume aucune responsabilité advenant que, pour des raisons techniques ou autres, des données fournies par les collèges seraient erronées ou non conformes.

5. Décisions antérieures prises dans le cadre du CLESEC

Le Ministère et la CREPUQ déclarent que la présente entente, si elle entraîne des modifications aux modalités d'application du document intitulé DISPOSITIONS VISANT À ASSURER: SURVIE, SÉCURITÉ, FIABILITÉ ET CONFIDENTIALITÉ DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DES B.C.U. AUX UNIVERSITÉS, PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, lequel a été approuvé unanimement au CLESEC le 18 mai 1979, ne contredit en rien l'esprit de ces dispositions, auquel l'un et l'autre entendent continuer de se conformer.

6. Entrée en vigueur

La présente entente entre en vigueur le jour de sa signature par les représentants autorisés du Ministère et de la CREPUQ. Elle est rétroactive au 30 novembre 1984.

7. Modifications

Les parties pourront, d'un commun accord, apporter des modifications aux dispositions contenues dans le présent protocole d'entente.

8. Durée de l'entente

La présente entente demeure en vigueur tant et aussi longtemps que l'une des parties n'aviserait pas l'autre, par écrit, de son intention de s'en retirer. Le cas échéant, c'est un an à l'avance que pareil avis devra être donné.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, DE LA SCIENCE ET
DE LA TECHNOLOGIE

LA CONFÉRENCE DES RECTEURS ET
DES PRINCIPAUX DES UNIVERSITÉS
DU QUÉBEC

PAR: Michel Robillard

David Johnston

DATE: 31 juillet 1985

26 septembre 1985

ORIGINAL SIGNÉ

9.3 - PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LE TRANSFERT
DE LA CMS*

* CMS: Caractérisation de la masse salariale

ENTENTE ENTRE LA CONFÉRENCE DES RECTEURS
ET DES PRINCIPAUX DES UNIVERSITÉS DU QUÉBEC

ET

LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (MESST)

OBJET: Caractérisation des masses salariales (C.M.S.)

CONSIDÉRANT QUE les dispositions du Protocole d'entente relatif à la réalisation du Schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires prévoient que les systèmes de données sur les personnels seront sous la responsabilité d'un comité conjoint et que la CREPUQ en assurera la gestion courante;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du protocole, la C.M.S. doit être transférée à la CREPUQ pour sa gestion courante;

CONSIDÉRANT QUE la C.M.S. sera sous la supervision du Comité conjoint sur les données de personnels comme système transitoire seulement jusqu'à ce que soit opérationnel un nouveau système de données sur les personnels;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 6.2 du protocole une entente relative aux conditions de transfert de la C.M.S. doit être signée entre les parties.

Les parties conviennent de ce qui suit:

1. Le MESST transfère à la CREPUQ le système de la Caractérisation des masses salariales ainsi que toute la documentation afférente.
2. La CREPUQ s'engage pour sa part à:
 - 2.1 Maintenir la CMS en opération jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau système de données sur les personnels et, notamment, à réaliser la cueillette de données pour les années 1983-84, 1984-85 et 1985-86. Cette cueillette portera désormais le nom d'Enquête sur le personnel enseignant des universités québécoises;
 - 2.2 S'assurer que la cueillette couvre les catégories de personnels suivantes:
 - personnel cadre avec rang académique
 - personnel enseignant et de recherche avec rang académique.
 - 2.3 Recueillir l'ensemble des éléments d'informations sur lesquels il y a eu ~~entente~~ au sein du Comité de coordination relativement à la cueillette de données sur la rémunération versée;
 - 2.4 Mettre au point une documentation de système et à la transmettre au Ministère;

- 2.5 Assurer l'accès complet aux données de la C.M.S. au MESST et au Conseil des universités en leur transmettant copie des fichiers contenant les données validées transmises par chaque établissement universitaire et ce, dans les trois (3) mois suivant la fin de l'enquête;
- 2.6 Garantir la poursuite de la transmission des données de la C.M.S. tel qu'elle se faisait antérieurement au Ministère;
- 2.7 Publier dans les plus brefs délais les exploitations de chaque année.
- 2.8 Procéder au développement d'un nouveau système de données sur les personnels en conformité avec les orientations et le plan de travail adoptés par le Comité de coordination.

2. Financement

Les modalités de partage des coûts seront celles convenues dans le Protocole d'entente relatif à la réalisation du schéma de développement des systèmes de données sur les établissements universitaires.

3. Entrée en vigueur

La présente entente entre en vigueur le jour de sa signature par les représentants autorisés du Ministère et de la CREPUQ. Elle est rétroactive au 1er avril 1985.

4. Modifications

Les parties pourront, d'un commun accord, apporter des modifications aux dispositions contenues dans la présente entente. On tiendra compte, le cas échéant, des dispositions prévues dans la Loi 65.

5. Durée de l'entente

La présente entente demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'une des parties n'avisera pas l'autre, par écrit, de son intention de s'en retirer. Le cas échéant, c'est un an à l'avance que pareil avis devra être donné.

Ministère de l'Enseignement
supérieur, de la Science et
de la Technologie

Conférence des recteurs et des
principaux des universités du
Québec

PAR: Michel Robillard

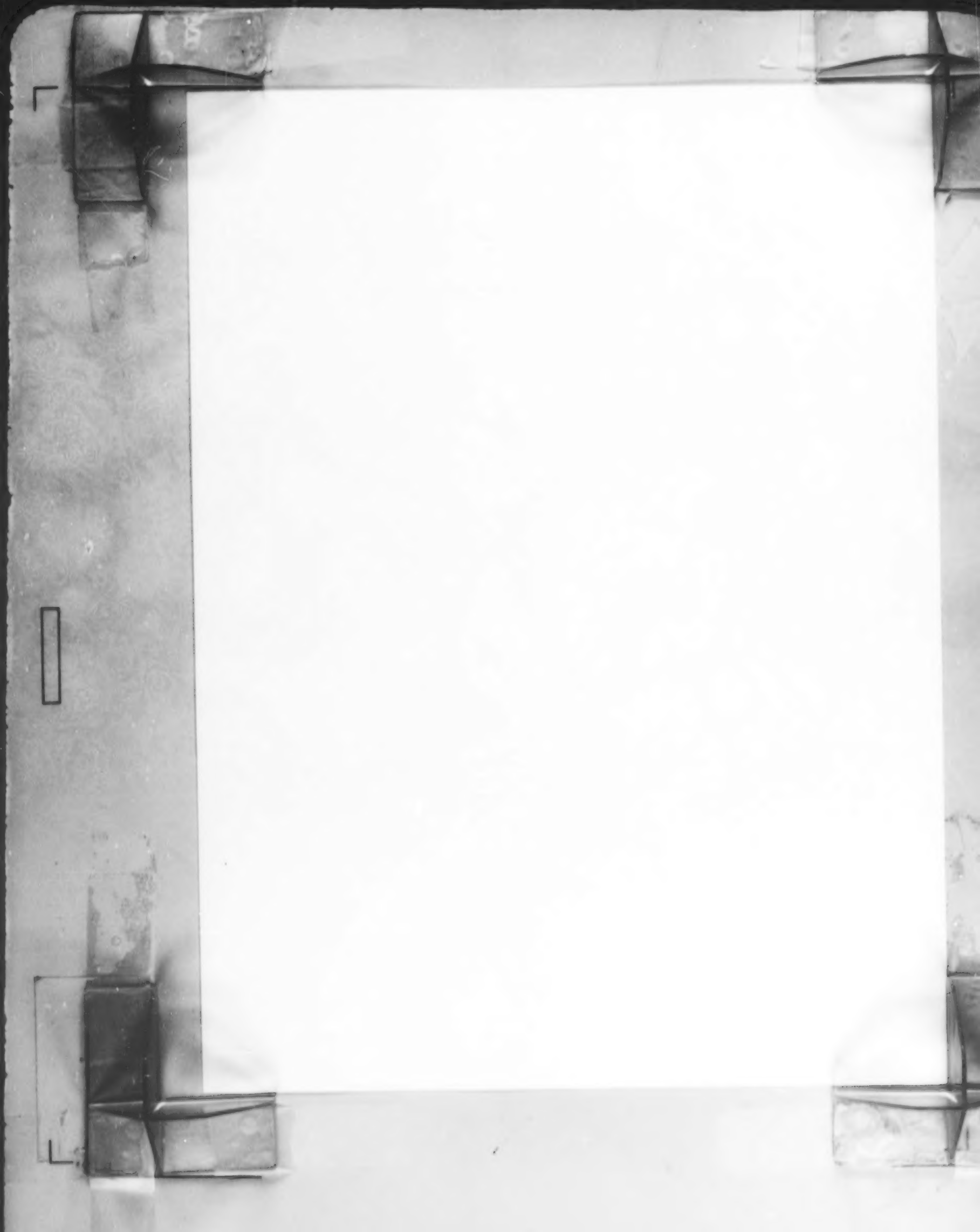
PAR: Richard Pérusse

DATE: 28 novembre 1985

DATE: 17 février 1986

ORIGINAL SIGNÉ

9.4 - LISTE DES DESTINATAIRES



9.4 Liste des destinataires

Cette annexe donne la liste des gens à qui le document a été expédié.

L'ordre retenu pour la constituer est le suivant:

1. ordre alphabétique de l'organisme;
2. ordre alphabétique du nom du destinataire.

Le Ministère demande à chaque organisme ou destinataire de lui indiquer toute erreur ou changement le concernant. Pour ce faire, il y a lieu de communiquer avec:

Madame Hélène Hudon
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Science
Direction générale de l'enseignement et
de la recherche universitaires
1033, rue De La Chevrotière
Edifice G, 20e étage
QUÉBEC (Québec)
G1R 5K9
(418 - 643-7923)

DGERU G 20e 673

MAITRE PIERRE-YVES BOUCHER
ASSOCIATION DES UNIVERSITES ET COLLEGES DU CANADA
151 SLATER
OTTAWA (ONTARIO)
K1P 5N1

DGERU G 20e 670

MONSIEUR JACQUES GAUDREAU
CEGEP DE LIMOILLOU
1300, 8E AVENUE
QUEBEC (QUEBEC)
G1K 7H3

DGERU G 20e 452

MONSIEUR JACQUES BORDELEAU
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 668

MONSIEUR YVON BOUSQUET
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 217

MONSIEUR GUY GIRARD
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 207

MADAME LORRAINE OUELLET
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 240

MONSIEUR RICHARD PERUSSE
DIRECTEUR GENERAL
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 675

MONSIEUR NORMAND PROULX
CONFERENCE DES RECTEURS ET DES PRINC. DES UNIV. DU QUEBEC
300, RUE LEO-PARISEAU
BUREAU 1200
MONTREAL (QUEBEC)
H2W 2N1

DGERU G 20e 61

MONSIEUR MAURICE LABBE
PRESIDENT
CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE
2050, BOULEVARD SAINT-CYRILLE OUEST
5E ETAGE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2K8

DGERU G 20e 672

MONSIEUR GERRY McINTYRE
CONSEIL DES MINISTRES DE L'EDUCATION DU CANADA
252, RUE BLOOR OUEST
BUREAU 5-200
TORONTO (ONTARIO)
M5V 1V5

DGERU G 20e 213

MONSIEUR PAUL LEWIS
CONSEIL DES UNIVERSITES
TOUR FRONTENAC, 8E ETAGE
2700, BOULEVARD LAURIER
SAINT-FOY (QUEBEC)
GIV 2L8

DGERU G 20e 238

MADAME ANNE MARREC
CONSEIL DES UNIVERSITES
2700, BOULEVARD LAURIER
TOUR FRONTENAC, 8E ETAGE
SAINT-FOY (QUEBEC)
GIV 2L8

DGERU G 20e 669

MONSIEUR JEAN-MARC ROSICHAUD
CONSEIL DES UNIVERSITES
2700, BOULEVARD LAURIER
TOUR FRONTENAC, 8E ETAGE
SAINT-FOY (QUEBEC)
GIV 2L8

DGERU G 20e 450

MONSIEUR LAVAL TREMBLAY
CONSEIL DES UNIVERSITES
2700, BOULEVARD LAURIER
TOUR FRONTENAC, 8E ETAGE
SAINT-FOY (QUEBEC)
GIV 2L8

DGERU G 20e 417

MONSIEUR NIGEL K. CHIPPENDALE
DIRECTOR POLICY AND ANALYSIS EDUC. SUPPORT SECTOR
DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE OF CANADA
ROOM 10A5A, JULES-LEGER BUILDING
25 EDDY STREET
HULL (QUEBEC)
K1A 0N5

DGERU G 20e 140

MONSIEUR PAUL-ANDRE LEVEILLE
REGISTRAIRE
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE
4750, RUE HENRI-JULIEN
CASE POSTALE 1000, SUCCURSALE E
MONTREAL (QUEBEC)
H2T 1R0

DGERU G 20e 17

MONSIEUR ALAIN SOUCY
DIRECTEUR GENERAL
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE
4750, RUE HENRI-JULIEN
CASE POSTALE 1000, SUCCURSALE E
MONTREAL (QUEBEC)
H2T 1R0

DGERU G 20e 1235

MONSIEUR ROLAND GINGRAS
CENTRE INFORMATIQUE
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
5255, AVENUE DECELLES
MONTREAL (QUEBEC)
H3T 1V6

DGERU G 20e 6

MONSIEUR JEAN GUERTIN
DIRECTEUR
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
5255, AVENUE DECELLES
MONTREAL (QUEBEC)
H3T 1V6

DGERU G 20e 665

MONSIEUR ADRIEN LACOMBE
DIRECTEUR A L'ADMINISTRATION ET FINANCES
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
5255, AVENUE DECELLES
MONTREAL (QUEBEC)
H3T 1V6

DGERU G 20e 451

MADAME DIANE VANASSE
RESPONSABLE DES ENQUETES SUR LE PLACEMENT DES DIPLOMES
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES
5255, AVENUE DECELLES
MONTREAL (QUEBEC)
H3T 1V6

DGERU G 20e 90

MADAME LOUISE LEBLANC
REGISTRAIRE
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE MONTREAL
5255, AVENUE DECELLES
MONTREAL (QUEBEC)
H3T 1V6

DGERU G 20e 137

MONSIEUR PIERRE DUCHARME
REGISTRAIRE
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
945, AVENUE WOLFE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 3J9

DGERU G 20e 16

MONSIEUR JOCELYN JACQUES
DIRECTEUR GENERAL
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
945, AVENUE WOLFE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 3J9

DGERU G 20e 1263

MONSIEUR MARC-ANDRE BELLEVILLE
DIRECTEUR DES FINANCES
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

93

MONSIEUR CLAUDE BRISSETTE
REGISTRAIRE
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

92

MONSIEUR ROLAND DORE
DIRECTEUR
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

1219

MONSIEUR GABRIEL GARNEAU
DIRECTION DES AFFAIRES PROFESSORALES
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

262

MONSIEUR GILLES GAUTHIER
DIRECTEUR DES SERVICES AUX ETUDIANTS
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL, (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

1242

MONSIEUR LOUIS GRANGER
CENTRE DE CALCUL
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e

1220

MONSIEUR YVON LACOSTE
DIRECTEUR DU PERSONNEL
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e 667

MONSIEUR MAURICE POUPARD
DIRECTEUR DES ETUDES
ECOLE POLYTECHNIQUE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6079, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3A7

DGERU G 20e 18

MONSIEUR LIONEL BOULET
DIRECTEUR (PAR INTERIM)
INSTITUT ARMAND-FRAPPIER
531, BOULEVARD DES PRAIRIES
CASE POSTALE 100, LAVAL-DES-RAPIDES
LAVAL (QUEBEC)
H7V 1B7

DGERU G 20e 144

MADAME PAULINE CADIEUX
SECRETAIRE GENERALE ET REGISTRAIRE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
COMPLEXE SCIENTIFIQUE
2700, RUE EINSTEIN, CASE POSTALE 7500
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 4C7

DGERU G 20e 19

MONSIEUR JACQUES E. DESNOYERS
DIRECTEUR SCIENTIFIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
COMPLEXE SCIENTIFIQUE
2700, RUE EINSTEIN, CASE POSTALE 7500
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 4C7

DGERU G 20e 25

MONSIEUR LEONCE BEAUPRE
DIRECTEUR GENERAL DE LA DGERU
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA SCIENCE
1033, RUE DE LA CHEVROTIERE
16E ETAGE
QUEBEC (QUEBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 209

MONSIEUR JACQUES BEC
DIRECTEUR DE LA DPSAC
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1033, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
20E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 49

MONSIEUR PIERRE BOISVERT
SOUS-MIN. ADJ. A L'ADMINIS. ET AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1035, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
16E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 27

MONSIEUR MARTIN DESMEULES
DIRECTEUR DE LA DRMF
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1033, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
20E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 47

MONSIEUR MARCEL GILBERT
SOUS-MINISTRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1035, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
16E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 48

MONSIEUR GUY LETOURNEAU
SOUS-MINISTRE ADJOINT A LA SCIENCE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1035, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
15E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5K9

DGERU G 20e 43

MONSIEUR CLAUDE RYAN
MINISTRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE
1035, RUE DE LA CHEVROTIÈRE
15E ÉTAGE
QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5A5

DGERU G 20e

674

MADAME KATHLEEN CAMPBELL
DIRECTRICE, DIVISION DE L'EDU., DE LA CULTURE ET DU TOURISME
STATISTIQUE CANADA
TURNER'S PASTURE
PIECE 16F, IMMEUBLE R.H. COASTS
OTTAWA (ONTARIO)
K1A 0T6

DGERU G 20e

20

MONSIEUR JEAN-GUY BELIVEAU
DIRECTEUR GENERAL
TELE-UNIVERSITE
214, AVENUE SAINT-SACREMENT
QUEBEC (QUEBEC)
GIN 4M6

DGERU G 20e

146

MONSIEUR GUY SAVOIE
REGISTRAIRE
TELE-UNIVERSITE
214, AVENUE SAINT-SACREMENT
QUEBEC, (QUEBEC)
GIN 4M6

DGERU G 20e

166

MADAME DONNA COTE
REGISTRAIRE
UNIVERSITE BISHOP'S
LENNOXVILLE (QUEBEC)
J1M 1Z7

DGERU G 20e

1237

MADAME DEBRA DAVIDSON
COMPUTER CENTER
UNIVERSITE BISHOP'S
LENNOXVILLE (QUEBEC)
G1M 1Z7

DGERU G 20e 63

MONSIEUR JEAN-LUC GREGOIRE
VICE-RECTEUR A L'ADMINISTRATION
UNIVERSITE BISHOP'S
RUE DU COLLEGE
CASE POSTALE 5000
LENNOXVILLE (QUEBEC)
J1M 127

DGERU G 20e 177

MONSIEUR KARL KUEPPER
DOYEN
UNIVERSITE BISHOP'S
CASE POSTALE 5000
LENNOXVILLE, (QUEBEC)
J1M 127

DGERU G 20e 239

MONSIEUR HUGH M. SCOTT
PRINCIPAL
UNIVERSITE BISHOP'S
RUE DU COLLEGE
CASE POSTALE 5000
LENNOXVILLE (QUEBEC)
J1M 127

DGERU G 20e 68

MONSIEUR KENNETH ADAMS
REGISTRAIRE
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL, (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 1240

MONSIEUR YVAN FUCH
CENTRE DE CALCUL
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 2

MONSIEUR PATRICK KENIFF
RECTEUR ET VICE-CHANCELIER
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 1262

MONSIEUR WILFRED MCMANUS
DIRECTEUR DES FINANCES
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 1215

MADAME SUZAN O'REILLY
DIRECTRICE DU PERSONNEL
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 448

MONSIEUR BRUCE SMART
REGISTRAIRE ASSOCIE
UNIVERSITE CONCORDIA
1455, BOULEVARD DE MAISONNEUVE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3G 1M8

DGERU G 20e 446

MADAME NADIA ASSIMPOULOS
BUREAU DE LA RECHERCHE INSTITUTIONNELLE
UNIVERSITE DE MONTREAL
2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT
CASE POSTALE 6128, SUCCURSALE A
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3J7

DGERU G 20e	1241
MONSIEUR JEAN-GUY BENOIT CENTRE INFORMATIQUE DE GESTION UNIVERSITE DE MONTREAL PAVILLON ADMINISTRATIF 2700, CHEMIN DE L'EST MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	
DGERU G 20e	666
MONSIEUR RAYMOND CHOUINARD DIRECTEUR DES FINANCES UNIVERSITE DE MONTREAL 2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT CASE POSTALE 6128, SUCCURSALE A MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	
DGERU G 20e	663
MONSIEUR NORMAND CINQ-MARS UNIVERSITE DE MONTREAL 2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT CASE POSTALE 6128, SUCCURSALE A MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	
DGERU G 20e	5
MONSIEUR GILLES G. CLOUTIER RECTEUR UNIVERSITE DE MONTREAL 2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT CP 6128, SUCCURSALE A MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	
DGERU G 20e	1218
MONSIEUR PIERRE DUPRAS DIRECTEUR DU SERVICE DU PERSONNEL UNIVERSITE DE MONTREAL 2815, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT CASE POSTALE 6128, SUCCURSALE A MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	
DGERU G 20e	88
MONSIEUR CLAUDE LAROCHE REGISTRAIRE (PAR INTERIM) UNIVERSITE DE MONTREAL 2900, BOULEVARD EDOUARD-MONTPETIT CASE POSTALE 6128, SUCCURSALE A MONTREAL (QUEBEC) H3C 3J7	

	DGERU G 20e	98
MONSIEUR JACQUES AUGER VICE-RECTEUR AUX RESSOURCES HUMAINES UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		
	DGERU G 20e	97
MONSIEUR RICHARD BELAND VICE-RECTEUR A L'ADMINISTRATION UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		
	DGERU G 20e	8
MONSIEUR ALDEE CABANA RECTEUR UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		
	DGERU G 20e	100
MONSIEUR JACQUES CARBONNEAU REGISTRAIRE UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		
	DGERU G 20e	1238
MONSIEUR ANDRE CROTEAU SERVICE DE L'INFORMATIQUE UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		
	DGERU G 20e	1221
MADAME LUCIE LESSARD-BRODEUR DIRECTRICE DU SERVICE DU PERSONNEL UNIVERSITE DE SHERBROOKE 2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE PAVILLON CENTRAL - PORTE 252 SHERBROOKE (QUEBEC) J1K 2R1		

DGERU G 20e 447

MONSIEUR ROBERT MICHON
SERVICES PSYCHOLOGIQUES
UNIVERSITE DE SHERBROOKE
2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE
SHERBROOKE (QUEBEC)
J1R 2R1

DGERU G 20e 1114

MONSIEUR JEAN-CLAUDE POULIN
DIRECTEUR DES FINANCES
UNIVERSITE DE SHERBROOKE
2500, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE
SHERBROOKE (QUEBEC)
J1K 2R1

DGERU G 20e 9

MONSIEUR GILLES BOULET
PRESIDENT
UNIVERSITE DU QUEBEC
(SIEGE SOCIAL)
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 1264

MONSIEUR PIERRE DORE
DIRECTEUR DES SERVICES INFORMATIQUES
UNIVERSITE DU QUEBEC
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 1222

MONSIEUR ALAIN LEROUX
DIRECTEUR DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
UNIVERSITE DU QUEBEC
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 167

MONSIEUR GRANT REGALBUTO
DIRECTEUR DE LA COORDINATION DU DOSSIER ETUDIANT
UNIVERSITE DU QUEBEC
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 216

MONSIEUR FERNAND SANFAÇON
DIRECTEUR DES FINANCES
UNIVERSITE DU QUEBEC
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 662

MONSIEUR PIERRE DIONNE
VICE-PRESIDENCE
UNIVERSITE DU QUEBEC (CORPORATION CENTRALE)
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 105

MONSIEUR ROGER LEFRANÇOIS
VICE-PRESIDENT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES
UNIVERSITE DU QUEBEC (CORPORATION CENTRALE)
2875, BOULEVARD LAURIER
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1V 2M3

DGERU G 20e 109

MONSIEUR MARIO GAGNE
REGISTRAIRE
UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI
555, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE EST
CHICOUTIMI (QUEBEC)
G7H 2B1

DGERU G 20e 10

MONSIEUR ALPHONSE RIVERIN
RECTEUR
UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI
555, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE
CHICOUTIMI (QUEBEC)
G7H 2B1

DGERU G 20e 114

MONSIEUR RICHARD BERUBE
REGISTRAIRE
UNIVERSITE DU QUEBEC A HULL
170, RUE DE L'HOTEL DE VILLE
CASE POSTALE 1250, SUCCURSALE B
HULL (QUEBEC)
J8X 3X7

DGERU G 20e 11

MONSIEUR JACQUES A. PLAMONDON
RECTEUR
UNIVERSITE DU QUEBEC A HULL
170, RUE DE L'HOTEL DE VILLE
CASE POSTALE 1250, SUCCURSALE B
HULL (QUEBEC)
J8X 3X7

DGERU G 20e 12

MONSIEUR CLAUDE CORBO
RECTEUR
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
385, RUE SHERBROOKE EST
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3P8

DGERU G 20e 121

MONSIEUR YGAL LEIBU
REGISTRAIRE
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL
385, RUE SHERBROOKE EST
MONTREAL (QUEBEC)
H3C 3P8

DGERU G 20e 125

MONSIEUR REAL GIGUERE
REGISTRAIRE
UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI
300, AVENUE DES URSULINES
RIMOUSKI (QUEBEC)
G5L 3A1

DGERU G 20e 13

MONSIEUR JEAN LEBEL
RECTEUR (PAR INTERIM)
UNIVERSITE DU QUEBEC A RIMOUSKI
300, AVENUE DES URSULINES
RIMOUSKI (QUEBEC)
G5L 3A1

DGERU G 20e 130

MONSIEUR HENRI-PAUL MCGEE
REGISTRAIRE
UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES
3351, BOULEVARD DES FORGES
CASE POSTALE 500
TROIS-RIVIERES (QUEBEC)
G9A 5H7

DGERU G 20e 14

MONSIEUR JACQUES A. PARENT
RECTEUR
UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES
3351, BOULEVARD DES FORGES
CASE POSTALE 500
TROIS-RIVIERES (QUEBEC)
G9A 5H7

DGERU G 20e 134

MONSIEUR NORMAN MURPHY
REGISTRAIRE ET DIRECTEUR DES SERVICES AUX ETUDIANTS
UNIVERSITE DU QUEBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE
42, RUE MONSIEUR RHEAUME EST
CASE POSTALE 700
ROUYN-NORANDA, (QUEBEC)
J9X 5E4

DGERU G 20e

15

MONSIEUR REMY TRUDEL
RECTEUR
UNIVERSITE DU QUEBEC EN ABITIBI-TEMISCAMINGUE
42, RUE MONSEIGNEUR RHEAUME EST
CASE POSTALE 700
ROUYN-NORANDA (QUEBEC)
J9X 5E4

DGERU G 20e

0

MONSIEUR PIERRE ALLARD
REGISTRAIRE
UNIVERSITE LAVAL
CITE UNIVERSITAIRE
PAVILLON BONENFANT
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e

73

MONSIEUR PIERRE DE CELLES
VICE-RECTEUR EXECUTIF
UNIVERSITE LAVAL
PAVILLON DES SCIENCES DE L'EDUCATION
CITE UNIVERSITAIRE (BUREAU 1634)
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e

3

MONSIEUR MICHEL GERVAIS
RECTEUR
UNIVERSITE LAVAL
CITE UNIVERSITAIRE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e

1116

MONSIEUR MATHIEU LECLERC
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
UNIVERSITE LAVAL
CITE UNIVERSITAIRE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e 1216

MADAME ELISE PARE-TOUSIGNANT
VICE-RECTRICE AUX RESSOURCES HUMAINES
UNIVERSITE LAVAL
CITE UNIVERSITAIRE, PAVILLON BONENFANT
BUREAU 338 OL
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e 1236

MONSIEUR GERARD PELCHAT
CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION
UNIVERSITE LAVAL
PAVILLON LOUIS-JACQUES-CASALT
CITE UNIVERSITAIRE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e 449

MADAME CLAIRE SORMANY
BUREAU DU REGISTRAIRE
UNIVERSITE LAVAL
CITE UNIVERSITAIRE
SAINTE-FOY (QUEBEC)
G1K 7P4

DGERU G 20e 78

MONSIEUR JOHN ARMOUR
VICE-PRINCIPAL A L'ADMINISTRATION ET AUX FINANCES
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 79

MONSIEUR PAUL THEODORE DAVENPORT
VICE-PRINCIPAL A LA PLANIFICATION ET SERVICES INFORMATIQUES
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 1239

MONSIEUR ALAN GREENBERG
CENTRE DE CALCUL
UNIVERSITE MCGILL
BURNSIDE HALL
805, RUE SHERBROOKE OUEST, 2E ETAGE
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2K6

DGERU G 20e 4

MONSIEUR DAVID L. JOHNSTON
PRINCIPAL ET VICE-CHANCELIER
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 1217

MONSIEUR HUGH MITCHELL
DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 660

MADAME HELEN RICHARD
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 237

MONSIEUR MICHEL ROBILLARD
DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION
UNIVERSITE MCGILL
845, RUE SHERBROOKE EST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e 80

MONSIEUR JEAN-PAUL SCHULLER
REGISTRAIRE
UNIVERSITE MCGILL
EDIFICE F.-CYRIL-JAMES
845, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTREAL (QUEBEC)
H3A 2T5

DGERU G 20e

671

MONSIEUR BENJAMIN LEVINE
EXECUTIVE DIRECTOR
UNIVERSITIES GRANTS COMMISSION
ROOM 1550
155, CARLETON
WINNIPEG (MANITOBA)
R3C 3H8



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Science
**Direction générale de l'enseignement
et de la recherche universitaires**

1622-0046
98-0203